

BULLETIN DE NOUVELLES
DU CENTRE DE RECHERCHES ET D'ETUDES HISTORIQUES
DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

L-12

1940-1950

n° 27 / 1996

BULLETIN DE NOUVELLES
DU CENTRE DE RECHERCHES ET D'ÉTUDES HISTORIQUES
DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

1940-1950

'30-'50

*Bulletin de Nouvelles
du Centre de Recherches
et d'Etudes historiques
de la Seconde
Guerre mondiale*

*Résidence Palace - Bloc E
Rue de la Loi 155 - Bte 2
B - 1040 Bruxelles
Tél.: 02 / 287.48.11
Fax: 02 / 287.47.10*

*Heures d'ouverture
Du lundi au vendredi
de 9 à 12 et de 13 à 17h.*

*Rédaction
Fabrice Maerten*

*Mise en page
Anne Bernard*

*Traitement de texte
Anne Bernard*

*Impression et brochage
André Flamée*

*Editeur responsable
J. Gotovitch
Rue H. Maubel, 52
1190 Bruxelles*

| | |
|--|----|
| Editorial | 3 |
| In memoriam | 4 |
| Nos collections | |
| Les acquisitions | 5 |
| Un important fonds classé: les archives <i>Somerhausen</i> | 7 |
| Instruments de travail récents | 10 |
| Le Tiers-Monde entre passé et présent | 11 |
| Photothèque | 19 |
| Les murs parlent | 19 |
| En chantier | |
| Les femmes et la guerre | 20 |
| La Belgique libérée | 21 |
| Le temps du politique et de l'économie: Camille Gutt | 22 |
| Initiatives | |
| Une rencontre scientifique à Valenciennes | 24 |
| Histoire et télévision | 26 |
| Les séminaires: bilan d'une saison | 28 |
| De nouvelles publications et un doctorat | 30 |
| <i>Arkprijs van het Vrije Woord</i> | 35 |
| Une nouvelle revue | 37 |
| A l'étranger | |
| Transparence et secret | 38 |
| Les travaux forcés à Berlin | 39 |
| Sur le front des archives | 40 |
| Documents | |
| Les archives de l'Internationale communiste à Moscou... | 42 |
| Nous présentons | |
| <i>L'Institut für Zeitgeschichte</i> | 45 |

Dossier «Art et Censure»**Faut-il brûler Kessels ?**

Ou du sort à réserver aux oeuvres artistiques des collaborateurs de l'ennemi

Engagée depuis de nombreux mois, la réflexion sur l'avenir du Centre est en passe de franchir l'étape décisive et ce bulletin-ci sera sans doute le dernier édité par le Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale. Un faisceau de circonstances imposait une mutation.

Vue depuis les rives du XXI^e siècle auxquelles nous abordons, la guerre 1940-1945 s'inscrit dans le contexte global qui court du conflit de 1914-1918 aux dernières décennies du siècle. La perspective s'élargit mais la référence centrale demeure la seconde guerre mondiale: après nos collègues français, nos amis néerlandais suivent la même route.

L'aspect institutionnel rejoint les préoccupations scientifiques. Le tournant des années anniversaires 1994-1995 marque également le relais des générations, qui pèse directement sur le fonctionnement du Comité scientifique. Le présent bulletin en comporte une bien triste illustration.

Enfin, les structures de la recherche évoluent parallèlement à celles de l'Etat et le Centre doit être à même d'y faire face.

Ces trois pistes de réflexion ont guidé l'élaboration de la formule nouvelle qui s'inscrit dans la perspective d'un changement dans la continuité. L'ensemble des composantes du Comité, associations patriotiques et scientifiques de nos deux communautés, a marqué son accord sur le projet soumis au ministre de la Politique scientifique.

La «saison» qui s'est achevée s'était déjà inscrite dans la perspective nouvelle. Deux événements ont marqué les temps forts de notre activité: la coopération du Centre avec les séminaires d'histoire contemporaine de nos universités et, pour la première fois, avec des étudiants d'une université étrangère, celle de Valenciennes; par ailleurs, la rencontre de trois cents étudiants en histoire et en journalisme avec les réalisateurs RTBF et BRTN d'émissions TV sur la guerre. On en lira les détails dans ces pages. Des programmes de recherche ont abouti à des publications importantes, de nouveaux projets ont été mis en chantier et plusieurs ouvrages donneront la teneur de notre colloque de 1995. L'initiative de l'asbl Les Amis du Centre d'éditer les lauréats du concours de témoignages a rencontré un succès à vrai dire inattendu. Et cette rentrée verra la parution de nos nouveaux Cahiers d'Histoire du Temps présent '30-'60 qui dessinent également l'avenir, par la composition de leur rédaction, la diversité des rubriques et leur champ de curiosité.

Défi ? Pari ? Toute entreprise comporte des risques. Nous en prenons également en lançant le débat qui fait l'objet de notre dossier. Notre société d'après-guerre a fait l'économie de trop de questions qui nous poursuivent. Cinquante ans après, est-ce trop audacieux de les aborder ?

José Gotovitch
Directeur

Le Centre durement touché

Ces derniers mois, le Centre de la Seconde Guerre mondiale a perdu trois (anciens) membres du Comité scientifique.

En la personne du professeur **Herman Corijn** (°1920), le Comité et le Bureau disposaient d'un collaborateur éminent à l'audience importante. Pendant et après une longue carrière dans l'enseignement, qu'il acheva en tant qu'inspecteur général, il fut entre autres chef de cabinet du ministre de l'Education nationale Calewaert, président du conseil d'administration de la *VUB* et président de l'*Humanistische Verbond*. Historien engagé mais tolérant, lui-même actif dans la résistance contre l'influence croissante de l'Ordre nouveau à l'université de Gand pendant l'occupation, il devint membre du Comité du Centre en 1972. Depuis 1976, il siégeait au Bureau. La manière unique par laquelle il assistait le Centre de ses conseils et ses actes, nous manquera fortement.

Peu de temps après Herman Corijn, décédait **Jules Jacob** (°1923), membre du Comité depuis de nombreuses années. Jacob représentait les invalides de guerre et était rédacteur en chef de *L'Invalide belge/De Belgische verminkte*. Son regard souvent ironique nous fera également défaut.

Enfin, en juillet, nous parvenait l'avis de décès d'**André Alers** (°1906). Dans le Comité jusqu'en 1987, il en fut un des membres les plus importants. Professeur de lettres classiques à l'athénée de Gand depuis 1936, cet enseignant d'obédience chrétienne devint une des principales figures du *Front de l'Indépendance* gantois. Il fut arrêté et revint de l'enfer de Breendonk et de Buchenwald. Après la guerre, il devint préfet des études à Bruxelles puis chargé de mission à la direction générale de l'Education nationale. Il resta actif dans les associations de résistants mises sur pied après le conflit. Son intérêt se situa aussi sur le plan européen; il était fondateur-président d'honneur de l'Association européenne du corps enseignant et sénateur d'honneur européen. La collaboration avec cet homme affable, entre autres dans un projet sur l'histoire universitaire durant l'occupation, restera toujours pour nous un des meilleurs souvenirs attachés au Centre.

Dirk Martin

Archives

Les acquisitions

De juin 1995 à juin 1996, 145 fonds ont été ajoutés à la collection. La plupart du temps, il s'agit de journaux personnels et de manuscrits de nature privée (série JP). Nous reviendrons plus loin sur l'essentiel de leur contenu. Moins nombreux mais nettement plus volumineux sont les fonds ajoutés aux archives proprement dites.

La série P (personnes privées comme formateurs d'archives) a été enrichie d'une quinzaine de fonds. Celui du défunt Albert Régibeau (1915-1979), constitué de plusieurs mètres courants d'archives, est incontestablement le plus important. Le juriste Régibeau, socialiste et militant wallon, résistant de la première heure et prisonnier politique, était, notamment comme président de la Confédération nationale des Prisonniers politiques et Ayants droit, un des plus ardents défenseurs des droits des anciens prisonniers politiques. Ses archives reposent désormais au Centre (PR 24). D'une toute autre nature sont les archives *Fernand Strubbe*. Cet ancien agent des services de renseignements et d'action a déposé le matériel qu'il avait rassemblé pour la rédaction de son livre consacré aux services de renseignements belges sous l'occupation (PS 30).

Par ailleurs, un certain nombre de fonds privés de moindre importance concernent encore la résistance (PL 26,

PS 31, PB 27, PV 58, PA 5, PH 27), la pensée européenne après la guerre (PL 27), la guerre civile d'Espagne (PG 29, PH 26), Ypres en 1940 (PC 30) et la *Militärverwaltung* (PV 59). A signaler aussi des copies de quelques curieux documents concernant Léopold III et provenant du masseur d'Himmler, Felix Kersten (PK 9).

Les séries établies à partir d'institutions et d'organisations comptent également quelques importantes nouveautés. L'acquisition la plus considérable se rapporte incontestablement aux six travées d'archives de Fonprispol (Fonds *Prisonniers politiques*), structure qui est en réalité une sorte de service social pour prisonniers politiques et dont la naissance remonte après 1945 (T 48) (fonds consultable uniquement moyennant autorisation). Une deuxième grande acquisition a trait à la collection documentaire constituée par la RTBF pour ses émissions *Jours de guerre* (voir aussi le précédent numéro de '30-'50) (W 30). Microfilms, microfiches et photocopies de fonds allemands forment un troisième grand ensemble. Huit microfilms de l'ancien *Institut für Marxismus-Leninismus* concernent des procès intentés contre des Belges dans le redouté *Volksgesichtshof* (7 WE 1). 22 microfiches du *Bundesarchiv Potsdam* concernent la Belgique et le *Reichssicherheitshauptamt*, les *Dienststellen*

Rosenberg et le ministère de la Propagande (MS 13/2, M 19/2 et M 6/2). Les fonds photocopiés ont trait au *Reichsfinanzministerium*, à l'*Ahnenerbe*, à l'*Hitlerjugend* et à la *Kriegsmarine*, tout cela évidemment en rapport avec la Belgique (M 23, M 24, MV 6, MK 15).

D'autres fonds encore, de nature plus hétéroclite, ont été ajoutés aux collections. Les plus importants concernent *Les Editions Rex* d'avant-guerre (C 11 suppl. 6), la grande enquête du Centre sur le clergé régulier et séculier sous l'occupation (W 25 B), l'enquête du Centre sur les commémorations de la libération s'étant déroulées sur le plan local en 1994 (W 32 et 33), le secrétaire général à la Justice (Gaston Schuind) et les nominations sous l'occupation (B 73/2).

La collection des **journaux personnels** et des **manuscrits** (série JP) s'est elle aussi enrichie. L'apport considérable dans ce domaine (109 nouveaux fonds) est pour beaucoup imputable au dépôt, dans les archives du Centre, de 62 récits personnels inédits reçus dans le cadre du concours organisé par l'asbl Les Amis du Centre (JP 1529 à JP 1590). Un rapide survol des sujets abordés dans ces textes, qui vont d'une à plusieurs centaines de pages, témoigne de la récurrence de quatre thèmes majeurs: la campagne des 18 jours (20 fois), la détention en Allemagne comme prisonnier de guerre (15 fois), la résistance (14 fois) et l'expérience des camps de concentration allemands (11 fois). En revanche, peu d'évocations

de la vie quotidienne (à quatre reprises seulement) et encore moins de la collaboration (celle-ci n'apparaît jamais comme thème essentiel des récits). Il est vrai que l'appel à manuscrits avait été réalisé par le biais des bulletins des associations patriotiques ce qui explique sans doute aussi le déséquilibre flagrant entre textes d'expression française (90 %) et néerlandaise (10 %).

D'origines diverses, les 47 autres journaux personnels et manuscrits recueillis depuis juin 1995 accordent une place prédominante à la résistance (13 cas). On soulignera aussi, parmi différents thèmes abordés, l'expérience de la guerre comme Juif (7 cas), la campagne des 18 jours (7 cas), la vie quotidienne (6 cas) et la collaboration (6 cas). Sans dominer autant que dans l'ensemble précédent, les textes d'expression française représentent tout de même près de trois quarts des apports. Il est intéressant d'opposer cette relative pénurie de journaux personnels d'expression néerlandaise au succès rencontré par un appel à témoignage lancé en 1994 par le quotidien *Gazet van Antwerpen* sur le thème *Het laatste oorlogsjaar*. Le matériau rassemblé au cours de cette enquête est aujourd'hui accessible dans nos collections (JP 1591).

Enfin, on soulignera l'existence dans cette série des journaux personnels d'un manuscrit original de l'historien **D. Luyten** sur le thème brûlant de la répression de la collaboration économique au lendemain de la seconde guerre mondiale (JP 1527, accessible actuellement sur autorisation).

Fabrice Maerten - Dirk Martin

Un important fonds classé: les archives *Luc Somerhausen*

L'homme

Luc Somerhausen occupe une place particulière, disons exceptionnelle, dans de multiples domaines qui nous touchent de près puisqu'il fut, après le décès d'Albert Régibeau, le second en date des vice-présidents du Comité scientifique du Centre.

Comme tel, sous des dehors bourrus et maniant avec jubilation une plume qu'il avait féroce, il a entouré le Centre et son personnel de sa sollicitude minutieuse et critique, mais fondamentalement chaleureuse. Cette fonction, il l'avait assumée comme aboutissement logique d'une "carrière" - il aurait abhorré ce mot - spécialement atypique.

Licencié en Sciences politiques de l'ULB en 1924, Luc Somerhausen entre en 1927 à l'Analytique du Sénat. Il se passionne en même temps pour le théâtre et occupe des fonctions de direction au Théâtre du Résidence et aux Galeries. Dans une toute autre direction, il devient le correspondant en Belgique de Riazanov, directeur de l'Institut du Marxisme-Léninisme qui récolte alors dans le monde entier, des documents et archives du mouvement ouvrier¹. C'est en écho à cette activité qu'il publiera ultérieurement *L'humanisme agissant de Karl Marx*².

Sous l'occupation, il participe à *La Voix des Belges* et collabore au service de renseignements *Wim*. Arrêté en mai 1943, il est déporté en Allemagne. A Esterwegen, il est l'un des fondateurs de la Loge maçonnique *Liberté chérie*. Rescapé, il consacre désormais une partie essentielle de son temps et de son énergie à ses camarades de déportation. Président de la Régionale de Bruxelles de la CNPPA dès sa création, et comme tel vice-président national, il présidera également de nombreuses années l'Amicale de Sachsenhausen. Il siège dans d'innombrables commissions que reflètent ses archives.

Au cours de sa déportation, Luc Somerhausen a été marqué par l'attitude solidaire de certains de ses co-détenus communistes³. Son admiration pour l'URSS est alors sans borne. Aussi, la politique de P.-H. Spaak le choque-t-il et, en pleine guerre froide alors même que beaucoup le quittent, il rejoint le Parti communiste en 1948. Responsable des prisonniers politiques pour le PC, il va mener au sein de la CNPPA les grandes batailles de la guerre froide qui conduiront à la rupture et à la scission de l'organisation: affaire Rousset, relations avec la FIR, déclaration de "loyauté" envers la Belgique⁴.

¹ L'ouverture des archives de Moscou a permis de disposer de son dossier où est consignée la liste des documents qu'il a acquis pour le compte de l'Institut. Signalons qu'une partie des périodiques alors expédiés à Moscou a été "rapatriée" sous forme de photocopies par l'AMSAB.

² Paris, 1946.

³ Interview de Luc Somerhausen par José Gotovitch, 26.XI.1980.

⁴ Cf P. LAGROU, *De politieke strijd om het verzetsaureool. Verdienste en erkentelijkheid in het naoorlogse België. (1944-1950)*, Leuven, KUL, 1989.

En 1950, il fait partie de la délégation de la CNPPA qui conduit les négociations décisives qui mènent à l'abdication de Léopold III. Très rapidement cependant, il entre en opposition avec la direction du PCB, met en cause plusieurs des attitudes de celle-ci. Il ose créer le scandale en l'accusant d'avoir laissé Julien Lahaut assumer seul le fameux cri «Vive la République», le désignant ainsi aux assassins. Exclu du parti en 1954, il demeure actif au sein du monde des PP dont il va devenir le chroniqueur à travers un bulletin ⁵ qui démarre en juin 1953. Il ne rangera la plume qu'en 1980. Dans ces

quelques pages ronéotypées, on retrouvera toutes les questions qui de près ou de loin touchent au monde de la résistance et de la déportation, mais aussi ses commentaires, souvent acerbes, sur les événements et les hommes de ce temps. Une source irremplaçable pour l'historien.

Outre le souvenir de sa profonde générosité, il nous a fait don de ses papiers par le truchement de Christine Somerhausen-Denuit, sa petite-nièce. Une dernière façon de servir une institution à laquelle il avait beaucoup donné.

José Gotovitch

Les archives

Constitué de plusieurs mètres courants d'archives, le fonds *Luc Somerhausen* reflète l'intense activité publique de cet homme hors du commun pour une période qui s'étend essentiellement du lendemain de la Seconde Guerre mondiale à la veille de sa mort, survenue en 1982. Deux axes fondamentaux traversent, souvent en s'entrecroisant, ces milliers de documents: la défense des intérêts des combattants et/ou victimes de la guerre, et la problématique liée à l'émergence du monde communiste sur la scène mondiale après 1945.

De valeur inégale, le fonds a été divisé en deux grands ensembles. Le premier regroupe ce qu'on peut considérer comme de la documentation générale rassemblée par Somerhausen pour bien maîtriser ses

sujets (coupures de presse, documents parlementaires, brochures et revues). Son intérêt réside surtout dans la constitution de véritables dossiers à thèmes qui peuvent servir de points de départ pour des recherches plus approfondies. On notera en particulier les nombreuses coupures de presse consacrées aux atteintes aux droits de l'homme dans le bloc communiste et l'importante série de documents parlementaires relatifs à la législation en faveur des anciens combattants, invalides et victimes de la Seconde Guerre mondiale dans notre pays.

Nettement plus intéressantes encore sont les archives liées de manière personnelle à Somerhausen. Elles ont été réparties en trois blocs de tailles relativement

⁵ *Bulletin d'Information des Prisonniers politiques, Résistants et Combattants.*

différentes. Le premier, de volume assez modeste, a trait à son engagement en faveur du socialisme, et plus particulièrement du marxisme. Outre quelques textes de nature philosophique et un ensemble de documents évoquant les origines du marxisme en Belgique, cette série contient surtout des traces du passage de Somerhausen dans les rangs du Parti communiste belge. Se référant essentiellement aux tensions ayant abouti à son exclusion, ces pièces apportent quelques éclaircissements sur la vie interne du PCB à une période délicate de son existence.

La guerre froide sert aussi régulièrement de toile de fond à la masse de documents conservés par Somerhausen au sujet des structures associatives destinées à défendre les intérêts des anciens combattants, résistants et victimes de la guerre. Cet ensemble constitue le pôle "politique" de la partie centrale du fonds, consacrée à la problématique des anciens combattants. Les dossiers les plus riches ont trait d'une part à l'Amicale de Sachsenhausen, au sein de laquelle Somerhausen joua, tant au niveau international que national, un rôle de premier plan pendant de très nombreuses années; d'autre part, à la Confédération nationale des Prisonniers politiques et Ayants droit, particulièrement pendant la période de tensions s'étendant de 1948 à 1956, Somerhausen étant un des principaux acteurs du débat interne l'agitant alors.

A partir de la seconde moitié des années cinquante, Somerhausen délaisse quelque peu le combat idéologique pour s'investir

prioritairement dans la défense des intérêts des combattants et surtout des invalides belges de la Seconde Guerre mondiale. La masse de documents conservés relatifs à ce sujet en témoigne. D'une approche sans doute quelque peu ardue pour les non-initiés à l'histoire du droit, les papiers traitant de cette question constituent un précieux instrument pour mieux comprendre les mécanismes complexes d'élaboration des lois et règlements destinés aux victimes belges de la guerre et même par-delà les jeux d'influence prévalant pour tout processus législatif dans notre pays.

Les archives personnelles de Somerhausen recèlent un troisième pan, aux dimensions nettement inférieures au second. Celui-ci a trait à l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, sujet auquel cet ancien prisonnier politique commença sérieusement à s'intéresser à partir de la seconde moitié des années soixante, époque où il prit notamment une part active à la création de notre Centre. L'intérêt majeur de cette partie du fonds réside justement dans les documents rassemblés par Somerhausen à propos du lancement de notre institution. On notera aussi la constitution de divers dossiers relatifs à l'histoire des camps de concentration.

Volumineuses mais de valeur relativement inégale, les archives *Luc Somerhausen* n'en constituent pas moins un excellent angle d'approche pour aborder l'étude scientifique d'un monde particulièrement marqué par la Seconde Guerre mondiale, celui des anciens combattants et résistants.

Fabrice Maerten

Instruments de travail récents

Comme toujours, nous nous efforçons d'ouvrir et de mettre rapidement à la disposition du public les nouvelles acquisitions du secteur archives. L'aperçu des archives, les listes et les inventaires constituent depuis les temps les plus lointains l'instrument de cette politique. Ainsi, le trentième inventaire imprimé du Centre vient de paraître. **Henri Masson** y décrit le fonds *Services de Renseignements et d'Action dans la région liégeoise* qui concerne *Zéro*, le *Service D* et le *Groupe G*.

A l'instar de VUBIS pour la bibliothèque, on travaille à l'établissement d'un système automatisé de consultation des archives. En attendant sa mise en route, nos lecteurs peuvent déjà consulter en accès direct une banque de données reprenant les mots-clés des archives. Celle-ci permet d'effectuer des recherches spécifiques par sujet. En outre, se trouve immédiatement à côté du mot-clé le numéro de

référence grâce auquel le lecteur peut demander les pièces qui l'intéressent. Cette méthode de travail fournit un gain de temps considérable et simplifie nettement l'ancien travail de recherche.

Pour ceux qui, par ailleurs, se sentent perdus dans le survol des archives toujours plus nombreuses concernant la période 1930-1950, le Centre vient de publier un guide succinct. L'intention des *Sources d'archives relatives à l'histoire de la guerre et de l'occupation en Belgique* est de présenter les grands centres d'archives et les fonds qu'ils détiennent, d'indiquer brièvement pour quelle recherche ils peuvent être exploités et de fournir quelques renseignements pratiques. Sont d'abord présentés les centres d'archives officiels et notamment le Centre, puis les institutions privées et enfin les archives étrangères. Le chercheur débutant et le profane intéressé disposent ainsi d'un outil de travail de base.

Dirk Martin

Liste des adresses électroniques du Centre

jose.gotovitch@cwo2gm.be
 lmaes@cwo2gm.be
 nicole.meganck@cwo2gm.be
 patrick.temmerman@cwo2gm.be
 rv.doorslaer@cwo2gm.be
 kvdberghe@cwo2gm.be
 isasamp@cwo2gm.be
 chantal.kesteloort@cwo2gm.be
 anne.bernard@cwo2gm.be
 dirk.martin@cwo2gm.be
 wim.meyers@cwo2gm.be

lv.daele@cwo2gm.be
 frans.selleslagh@cwo2gm.be
 alain.colignon@cwo2gm.be
 gvd.berghe@cwo2gm.be
 amverhofste@cwo2gm.be
 jf.crombois@cwo2gm.be
 hkeppens@cwo2gm.be
 fabrice.maerten@cwo2gm.be
 isabelle.ponteville@cwo2gm.be
 mpverhaegen@cwo2gm.be
 eric.laureys@cwo2gm.be

La salle de lecture dispose elle aussi d'une adresse: lzsd@cwo2gm.be

Bibliothèque

Le Tiers-Monde entre passé et présent

Pendant la période coloniale, la plupart des pays du Tiers-Monde n'avaient pas d'existence politique propre. Un changement s'opéra suite au processus de décolonisation consécutif à la deuxième guerre mondiale et ce phénomène s'accéléra dans les années soixante. La dépendance économique, mais également culturelle, vis-à-vis de l'ancien colonisateur demeura cependant inchangée dans un grand nombre de cas. Cette situation laissa bien évidemment des traces dans l'historiographie. Il est donc judicieux de se demander si les pays qui n'appartenaient pas au monde "moderne" et "industrialisé" dans la première moitié du XXe siècle ont, en fait, leur propre histoire. Le terme histoire signifie dans ce contexte un récit qui remplit deux conditions: 1° ne pas partir exclusivement de centres d'intérêts coloniaux ou néo-coloniaux; 2° tenir compte des règles élémentaires et universelles de la critique historique.

Ce ne sont pas des questions simples et cette contribution "Bibliothèque" ne prétend pas y apporter toutes les réponses. Nous sommes en fait partis des titres d'ouvrages acquis par la bibliothèque au cours de ces dernières années. Cette approche a un sens puisqu'il apparaît que les bibliothécaires du CREHSGM ont, ces derniers temps, systématiquement prêté attention aux titres relatifs à ce sujet et les ont englobés dans leur politique d'acquisition. En d'autres termes, les ouvrages essentiels parus récemment en Belgique et

dans les pays voisins (y compris les pays anglo-saxons) sur l'histoire du Tiers-Monde dans la première moitié du XXe siècle (dans des langues qui nous sont accessibles) se trouvent dans notre bibliothèque.

Un aperçu général de la cinquantaine de titres que nous avons examinés mène directement à la conclusion la plus frappante mais peut-être aussi la plus évidente: l'historiographie est caractérisée par l'intérêt marqué pour les anciennes colonies. Ainsi, la France s'intéresse à l'Algérie ou à l'Afrique équatoriale française, les Etats-Unis à l'Amérique centrale, les Pays-Bas au Surinam, la Grande-Bretagne à la Palestine ou à l'Inde, ...la Belgique au Zaïre. Il est également frappant de constater que les régions qui connaissent des développements économiques importants, voire même qui constituent des marchés potentiels pour l'Occident, suscitent un intérêt particulier. Ceci est valable pour la Chine, mais également pour le Vietnam et l'Indonésie. Ce n'est pas un hasard si ces pays sont situés en Asie. A l'inverse, l'histoire de l'Afrique est traitée en parent pauvre. Exception faite pour l'Afrique du Sud et en particulier pour la période de l'apartheid, considérée comme révolue.

Quatre collaborateurs du Centre ont choisi les sujets suivants pour cette contribution: l'Indonésie, le Vietnam, la Turquie et l'Afrique Noire. Ces quatre régions se démarquent, pour les raisons

expliquées plus haut, soit par leur présence, soit par leur absence de notre collection de titres.

L'Indonésie

Le choix s'est porté sur l'Indonésie - bien que le terme Indes (néerlandaises) soit ici plus adéquat - parce que l'intérêt manifesté par nos voisins du nord pour leur ancienne colonie semble plutôt croître que décroître. Le film et le feuilleton *Oeroeg* (inspiré du roman de Hella S. Haasse publié en 1948 et traduit en français sous le titre *Le lac noir*) n'ont eu en Flandre, bien que diffusés par la *BRTN*, que peu de succès. Aux Pays-Bas, cette histoire d'amitié entre un fils de planteur néerlandais et un jeune indonésien qui, suite aux événements (la guerre puis le mouvement indépendantiste), se retrouveront de part et d'autre de la barricade, rouvrit de vieilles plaies mal cicatrisées.

La *boekenweek*, ou semaine du livre, qui se déroule aux Pays-Bas, fut, en 1992, consacrée à la littérature sur les anciennes colonies. A cette date, 250 ouvrages traitant de l'Indonésie étaient disponibles. Un anthropologue constata en 1989 qu'environ un million de Néerlandais (7 % de la population) avaient l'un ou l'autre lien avec les "Indes néerlandaises". Cinq études, acquises par notre bibliothèque ces dernières années, et partant de points de vues différents, sont consacrées à ce sujet.

La guerre éclata dans l'Océan Pacifique début décembre 1941 et dès avril 1942, les troupes japonaises réussirent à occuper les Indes néerlandaises. Après la capitulation nipponne de l'été 1945, Sukarno et Hatta proclamèrent l'indépendance de la République indonésienne. Suivit une période troublée de négociations et de deux "actions policières", qui se termina en 1949 par une souveraineté réelle, après trois siècles et demi de domination hollandaise.

«*Wie over het koloniale verleden spreekt, spreekt over zichzelf*» («Qui parle du passé colonial, parle de lui-même»), c'est ainsi que **Remco Meijer**, rédacteur du périodique *Elsevier*, conclut l'introduction de son livre *Oostindisch doof*¹ (expression que l'on peut traduire par «La sourde oreille» mais qui fait explicitement allusion à une Indonésie qu'on ne veut pas entendre). Cette phrase pourrait servir de devise à presque toutes les publications traitant de l'Indonésie. L'angle d'approche est presque toujours néerlandais. Les titres, *Dutch culture overseas*², *Het einde van Indië*³ et *Oostindisch doof* sont révélateurs. Les visions antagonistes relatives aux Indes néerlandaises sont toujours très présentes aux Pays-Bas: la nostalgie coloniale et les souffrances des ressortissants des Indes néerlandaises sous l'occupation japonaise sont en conflit permanent avec les souvenirs douloureux liés au racisme, à l'exploitation et à la décolonisation obtenue dans le sang. Ce passé est, selon

¹ Remco MEIJER, *Oostindisch doof. Het nederlandse debat over de dekolonisatie van Indonesië*, Amsterdam, Bert bakker, 1995.

² Frances GOUDA, *Dutch Culture Overseas: Colonial Practice in the Netherlands Indies, 1900-1942*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 1995.

³ Wim WILLEMS & Jaap DE MOOR (dir.), *Het einde van Indië. Indische Nederlanders tijdens de Japanse bezetting en de dekolonisatie*, 's-Gravenhage, Sdu Uitgeverij, 1995.

les conclusions de plusieurs auteurs, plutôt refoulé qu'accepté.

Deux historiens vont plus loin et intègrent également la vision indonésienne et/ou japonaise dans leur étude. A tous les deux s'applique une variante des propos de Remco Meijer: celui qui étudie l'attitude des dirigeants politiques indonésiens face aux Pays-Bas pendant la période qui suit l'indépendance en apprend sans aucun doute beaucoup plus sur les premiers que sur l'ancien colonisateur. Les Pays-Bas

ne comprennent pas le nationalisme indonésien et ne voulaient pas traiter d'égal à égal avec l'Indonésie, écrit Hans Meijer dans une édition retravaillée de sa thèse⁴. Inversément, les classes politiques dirigeantes de l'Indonésie

usaient (abusaient ?) de ressentiments anti-néerlandais afin de renforcer la formation de leur état et leur identité. La conclusion essentielle de H. Meijer tient toutefois en ceci que l'indépendance ne fut pas une rupture avec le passé colonial: «*vooral in economisch en psychologisch opzicht duurde het kolonialisme - zij het*

op informele wijze - voort» («le colonialisme s'est poursuivi, quoique de manière informelle, surtout sur le plan économique et psychologique»). Il s'agit assurément de l'ouvrage le plus important de la série, parce que l'auteur fait entrer en ligne de compte et de façon équilibrée les diverses parties qui participèrent au conflit.

L'historien japonais Shigeru Sato étudie dans son ouvrage *War, Nationalism and Peasants*, l'occupation de Java⁵. Sato a



Débarquement de troupes japonaises sur Java

choisi d'accentuer la dimension sociale de son étude. Cette approche permet de faire apparaître, au côté de l'élite, le Javanais moyen. Les changements politiques importants qui s'opèrent en Indonésie suite à la Deuxième Guerre mondiale ne doivent pas, selon Sato, être uniquement imputés à la contribution positive (la

⁴ Hans MEIJER, *Den Haag-Djakarta. De Nederlands-Indonesische betrekkingen 1950-1962*, Utrecht, Uitgeverij Het Spectrum, 1994.

⁵ Shigeru SATO, *War, Nationalism and Peasants. Java under the Japanese Occupation 1942-1945*, New York/London, M.E.Sharpe, 1994.

“libération” de l’Asie) des Japonais. L’auteur estime que l’échec désastreux de leur politique d’occupation est un élément tout aussi déterminant. L’ignorance et l’incompétence menèrent à un chaos administratif, social et économique extrême. La constatation que les Pays-Bas apparaissent à peine dans cette histoire indonésienne est tout aussi étonnante que la conclusion de Sato. Cet ouvrage sur Java constitue également pour cet historien japonais une recherche de l’identité japonaise, ce qui nous ramène à la conclusion de Remco Meijer.

Le Vietnam

L’histoire du Vietnam est à bien des égards une variante de celle de l’Indonésie. Il est cependant frappant de constater que les historiens américains accordent encore plus d’importance que leurs homologues français à leur propre société. Les Etats-Unis n’ont pas encore assumé leur aventure vietnamienne, loin de là, et cela se ressent dans leur historiographie. **John Carlos Rowe** et **Rick Berg**, historiens des mentalités, écrivent que le Vietnam évoque les blessures de guerre des Américains, et non le pays de l’Asie du Sud-Est ⁶. Les aspects politiques et militaires sont privilégiés, l’aspect sociétal reste à l’arrière-plan. Centrales dans ce processus d’assimilation sont les conséquences sur le front intérieur.

Dans ce travail collectif, un article intéressant analyse l’historiographie américaine “révisionniste” concernant la guerre du Vietnam. La faute de la défaite est imputée aux erreurs commises par Washington. La question qui n’est jamais posée est la suivante: qu’est-ce qui amena ces millions de Vietnamiens à sacrifier leur vie «*in resisting America’s imperial agenda for postcolonial Vietnam*» ⁷ («en résistant au programme impérialiste américain prévu pour le Vietnam post-colonial») ? Nous (les Américains) sommes, écrivent Rowe et Berg, obsédés par le traumatisme de la défaite de la guerre du Vietnam, comme si c’étaient les Etats-Unis qui avaient été bombardés au napalm et à qui avaient été imposés des programmes de *resettlement* (déplacement de populations). Le syndrome du Vietnam donne à la société américaine le reflet de la crise de ses valeurs et de ses normes traditionnelles. Cette *living-room war* (guerre intérieure) n’est pas terminée, selon les rédacteurs de *The Vietnam War and American Culture*.

La France, véritable ancien colonisateur du Vietnam, accorde plus d’importance au pays lui-même. **Pierre Brocheux** et **Daniel Hémerly** ont écrit un livre sur “la colonisation ambiguë” de l’Indochine du XIXe siècle à 1954, date marquant la fin de la période française ⁸. Ils analysent de manière équilibrée la politique coloniale, mais également la société vietnamienne et le développement des forces anticolonial-

⁶ John Carlos ROWE & Rick BERG (dir.), *The Vietnam War and American Culture*, New York, Columbia University Press, 1991.

⁷ Stephen VLASTOS, «America’s ‘Enemy’: the Absent Presence in Revisionist Vietnam War History», in J.C. ROWE & R. BERG, *op.cit.*, p. 72.

⁸ Pierre BROCHEUX & Daniel HÉMERY, *Indochine, la colonisation ambiguë (1858-1954)*, Paris, La Découverte, 1995.

listes. Une approche analogue se retrouve dans la publication, un peu plus ancienne, des textes du colloque organisé par l'IHTP sur le thème de la décolonisation française ⁹. Parmi les nombreuses contributions émergent celles de Pierre

un volume de la série *Autrement* consacré à Saigon entre 1925 et 1945 ¹⁰. Il s'agit néanmoins d'un bon ouvrage collectif, qui contient un passionnant article de Pierre Brocheux, consacré à l'influence japonaise sur le nationalisme



Le théâtre municipal de Hanoi, construit selon le modèle français, avant la Seconde Guerre mondiale

Brocheux (*La question de l'indépendance dans l'opinion vietnamienne de 1939 à 1945*) et de **Pierre L. Lamant** (*Le Cambodge et la décolonisation de l'Indochine*). Tous deux constatent que l'augmentation des conflits sociaux dans la région est une conséquence de la disparition des rapports économiques avec la métropole pendant la Deuxième Guerre mondiale (cfr l'Indonésie). Tout comme aux Pays-Bas, on retrouve des traces de nostalgie coloniale dans

vietnamien à l'ombre du régime de Vichy en place à Saigon.

Le travail que l'historien américano-asiatique **D.R. SarDesai** a consacré à toute cette région est particulièrement intéressant ¹¹. Il étudie l'histoire de l'Asie du Sud-Est des origines à nos

jours, afin d'analyser la continuité historique de cette contrée. SarDesai explique que même s'il se focalise sur les populations indigènes, il n'en considère pas moins la période coloniale comme étant plus qu'un intermède. L'auteur explique que même une vision asiatique de l'histoire ne peut dissimuler que cette région a subi, sous la domination occidentale, des changements révolutionnaires qui continuent encore à ce jour à l'influencer.

⁹ Charles-Robert AGERON (dir.), *Les chemins de la décolonisation de l'empire colonial français*, Colloque organisé par l'IHTP les 4 et 5 octobre 1984, Paris, CNRS, 1986.

¹⁰ Philippe FRANCHINI (dir.), *Saigon, 1925-1945. De la 'Belle Colonie' à l'éclosion révolutionnaire ou la fin des dieux blancs*, Paris, *Autrement*, Série Mémoires n° 17, 1993.

¹¹ D.R. SARDESAL, *Southeast Asia, past and present*, Boulder/San Francisco, Westview Press, 1994.

La Turquie

Cette problématique de la suprématie occidentale, qui domine toute l'historiographie du Sud-Est asiatique, peut-elle être prolongée pour d'autres contrées ? Pour le Moyen-Orient par exemple ? La Turquie est dans ce cadre un excellent exemple. Les Turcs de l'ancien empire ottoman et de la Turquie actuelle vivent depuis des siècles à la croisée de l'Est et de l'Ouest, liés autant à la civilisation européenne qu'islamique. Ce dualisme s'observe jusque dans la société turque. Dans un autre volume de la série *Autrement*, au titre éloquent ¹², onze spécialistes donnent un aperçu des nombreux aspects qui découlent de cette situation. Le coordinateur de l'ouvrage, **Stéphane Yerasimos**, explique dans son introduction comment, dans la vision européenne, la notion de "Turc" a lentement fait place à la notion d'"Arabe" qui symbolise l'islam menaçant. C'est surtout la laïcisation controversée de la société turque dans la première moitié du siècle qui a provoqué un renversement de l'attitude européenne. En reconnaissant la suprématie de fait des normes occidentales au niveau mondial et en reniant la foi dans la supériorité inconditionnelle de l'islam, les Turcs se sont éloignés des Arabes. Les tensions que cette ambiguïté a provoquées dans la société turque, mais également dans son importante diaspora, forment, avec la

recherche d'une identité propre, la thématique centrale de ce livre.

Au centre de cette problématique, il y a Mustafa Kemal Atatürk. Une biographie passionnante et innovatrice lui a été consacrée en 1994 par **A.L. Macfie** ¹³.



*Mustafa Kemal Atatürk (1881-1938),
président de la Turquie de 1923 à 1938*

Kemal reste, c'est évident, très actuel. L'héritage du "fondateur de la Turquie" est compromis par les attaques incessantes des groupes islamistes qui furent touchés par la laïcisation approfondie opérée sous sa conduite.

¹² Stéphane YERASIMOS (dir.), *Les Turcs - Orient et occident, islam et laïcité*, Paris, Autrement, Série Monde n° 76, 1994.

¹³ A.L. MACFIE, *Profiles in Power - Atatürk*, London/New York, Longman, 1994.

Macfie s'insurge contre le culte de la personnalité d'Atatürk qui est notamment entretenu par quelques universitaires occidentaux. Il proteste tout autant contre la tendance relativiste (surtout dans les milieux intellectuels de gauche) qui voit principalement en Atatürk le produit d'une évolution politique et sociale inéluctable. Atatürk réunissait un certain nombre de qualités personnelles, mais n'était pas un visionnaire. C'était plutôt un opportuniste particulièrement perspicace, qui évalua exactement et sans hésiter la situation en 1919 et qui prit les mesures nécessaires afin que son pays ne tombe pas aux mains des Alliés. Innovatrice est la thèse selon laquelle Atatürk n'a pas provoqué une rupture avec "l'ancien régime" mais qu'il en a plutôt réalisé la continuité.

Fruit d'un plus ample projet, l'histoire moderne de la Turquie rédigée par **Erik J. Zürcher**, attaché comme historien à l'Université d'Amsterdam, est aussi plus classique¹⁴. Sans ambages, il part du principe que l'évolution de la Turquie moderne est liée à la suprématie grandissante de l'Europe. Cette influence européenne se fait ressentir sur trois plans: l'intégration de l'économie ottomane dans l'économie capitaliste mondiale, l'ingérence politique des grandes puissances européennes et la diffusion des idéologies européennes (nationalisme, libéralisation, sécularisation, positivisme). Des ruptures qui se produisent dans un domaine ne peuvent être, selon l'auteur, aisément prolongées

dans d'autres. Zürcher réussit à donner une vision nuancée de l'histoire moderne turque. Somme toute, l'auteur adhère plutôt et, faute de mieux, à la traditionnelle vision eurocentrique de l'histoire.

L'Afrique Noire

L'Afrique Noire est sans aucun doute le sous-continent qui est au centre de l'historiographie néo-colonialiste internationale. Les peuples d'Afrique ont encore moins d'histoire que les autres peuples non occidentaux. Le continent africain, et en particulier l'Afrique Noire, souffrent du manque d'intérêt scientifique pour leur passé, mais souffrent encore plus de l'absence d'une vision historique générale connue.

La Deuxième Guerre mondiale illustre parfaitement cet état de choses. L'Afrique n'entre en ligne de compte que comme champ de manoeuvres géostratégiques des grandes puissances européennes. Cela n'empêche pas de nombreux historiens de se distancier de cet eurocentrisme. Citons comme exemple la publication de la thèse de **Catherine Akpo-Vaché**, consacrée aux colonies françaises d'Afrique de l'Ouest pendant la Seconde Guerre mondiale¹⁵. L'auteur intègre les populations africaines dans son récit sur la rivalité entre Vichy et les gaullistes. La guerre apparaît dès lors comme une étape importante dans l'évolution de la politique coloniale française, mais

¹⁴ Erik J. ZÜRCHER, *Turkey - A modern history*, London/New York, Tauris & Co., 1993.

¹⁵ Catherine AKPO-VACHÉ, *L'AOF et la Seconde Guerre Mondiale. La vie politique (septembre 1939-octobre 1945)*, Paris, Karthala, 1996.

aussi dans la prise de conscience des colonisés.

Pour terminer, citons un ouvrage collectif "belge" qui se rattache à ce qui précède et se veut être un hommage au spécialiste du Zaïre, **Benoît Verhaegen**¹⁶. Ce livre plaide pour une "histoire directe", une "histoire immédiate", fonctionnant en grande partie d'après le même modèle

méthodologique que l'histoire orale. Ce programme historique et idéologique doit donner une "histoire" à un peuple (colonisé), histoire qui remplacerait «un passé ancien, probablement officiel et aléatoire...». Reste à examiner de plus près s'il est toujours tenu compte de l'aspect critique de la recherche historique, le deuxième critère, tout aussi important, retenu dans l'introduction de cet article.

Alain Colignon, Jean-François Crombois, Eric Laureys et Rudi Van Doorslaer (rédaction finale)

¹⁶ Jean TSHONDA OMASOMBO (dir.), *Le Zaïre à l'épreuve de l'histoire immédiate. Hommage à Benoît Verhaegen*, Paris, Karthala, 1993.

L'histoire locale à l'honneur

A l'occasion du cinquantième anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Centre avait organisé divers séminaires destinés à aider les étudiants entamant un mémoire de licence orienté vers l'histoire locale. Au total, une quarantaine de mémoires présentés dans les universités belges ces deux dernières années ont privilégié cet angle d'approche. Aujourd'hui, le Centre a estimé le moment venu de dresser un bilan de ces contributions, d'essayer d'en dégager les acquis mais aussi de voir en quoi ces recherches ont contribué au renouvellement de l'étude de cette période. Cette initiative prendra la forme d'une journée d'études qui se déroulera le samedi 30 novembre. A partir d'un corpus de questions, les jeunes licenciés en histoire seront invités à s'exprimer sur un certain nombre d'éléments clés quant à l'importance de la Seconde Guerre mondiale dans le cadre des entités étudiées. L'objectif est de tenter, à partir de ces exemples locaux, de voir dans quelle mesure la guerre et l'occupation ont été génératrices de changements à court, moyen et long termes et dans quelle mesure la perception et le vécu de la guerre ont transformé les valeurs véhiculées par les communautés locales.

Renseignements et inscriptions: Chantal Kesteloot, Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale, 155, rue de la Loi, bte 2, 1040 Bruxelles (téléphone: 02/287.48.11, télécopie: 02/287.47.10).

Iconographie

Photothèque

Après de longues et pénibles négociations, le Centre a réussi à obtenir l'importante collection de photos et de films de **R. Algoet**. En tant que photographe-cinéaste, il accom-



Buchenwald (Collection Algoet)

pagnait à la fin de la guerre Paul M.G. Lévy lors de ses missions de reportages en Belgique, dans le sud des Pays-Bas et en Allemagne. La collection est composée de 41 petits rouleaux de négatifs et de 8 boîtes de films (35,16 et 9 mm). Les 1089 négatifs sont

déjà imprimés. Divers sujets y sont repris, comme par exemple, la libération de Dachau et de Buchenwald, la visite d'une délégation belge à la résidence détruite d'Hitler à Berchtesgaden, la fabrique souterraine de bombes volantes à Dora et le rapatriement des Belges d'Allemagne. Les films les plus intéressants à signaler sont ceux concernant la libération de Dachau et le passage de la Brigade Piron à Bruxelles en septembre 1944.

Frans Selleslagh

Les murs parlent

L'un des chocs provoqués par les émissions d'**André Darteville** produites l'an dernier pour la RTBF a été de nous mettre face aux murs des cachots de la *Gestapo* avenue Louise où subsistaient des inscriptions gravées par les victimes qui s'y sont succédé.

Pareil patrimoine à la fois historique et affectif se devait d'être conservé au-delà du miracle qui l'avait protégé jusqu'ici. C'est pourquoi le Centre a fait procéder à la photographie en lumière rasante de l'ensemble des inscriptions, lisibles ou illisibles, que portaient les murs et la porte de ces cachots. Nous espérons pouvoir en donner une publication après identification.

Nous accueillerons avec reconnaissance toute indication pouvant aider à ce déchiffrement.

José Gotovitch

La recherche courante au Centre

Les femmes et la guerre

Financée par le ministère de l'Emploi et du Travail, en charge de la Politique d'Égalité des Chances, l'exposition *Femmes et Guerre*, montée par le Centre de Recherches et d'Études historiques de la Seconde Guerre mondiale, devrait se tenir en novembre 1997 dans les locaux des Archives générales du Royaume (rue de Ruysbroeck, à Bruxelles). Supervisé par un comité scientifique constitué de professeurs éminents, le travail de préparation nous a été confié voici six mois.

Ambitieux, ce projet devrait couvrir les cinq derniers siècles (XVIe-XXe siècles), en mettant toutefois l'accent sur le dernier. La périodicité retenue à ce jour, est la suivante: 1) XVIe-XVIIIe siècles; 2) 1789-1830; 3) 1830-1914; 4) 1914-1918; 5) L'entre-deux-guerres; 6) 1939-1945.

Résolument originale, cette entreprise souhaite éviter certains standards par trop répandus et/ou marginaux. Son approche se veut différente. Ici, il ne s'agit plus de narrer les exploits de quelques héroïnes, mais bien de montrer le quotidien des femmes - entendez de toutes les femmes - durant les hostilités (guerres et révolutions). Elles apparaissent tantôt en victimes, tantôt en résistantes, voire en meneuses.

D'emblée nous avons constaté l'absence de travaux généraux sur la question. Cer-

tes, des études spécifiques existent mais ne concernent qu'une période ou une thématique particulière. Quant aux recherches menées dans les pays limitrophes, elles sont difficilement transposables chez nous compte tenu de la spécificité de nos régions. Aussi proposer une vision globale relève de la gageure. Toutefois, nous espérons, à terme, l'ébaucher.

Nous entendons aussi soulever, dans l'ensemble de l'exposition, une problématique très actuelle en histoire des femmes: la guerre est-elle ou non un facteur d'émancipation pour ces dernières ? En d'autres termes, la guerre est-elle suivie d'un renversement ou au contraire, d'une persistance, voire d'un renforcement des modèles traditionnels pourtant bien érodés par les conflits ? Au plus fort des hostilités, les femmes vont saisir les opportunités qui se présentent à elles, sur le plan socio-professionnel entre autres. Mais que va-t-il leur rester au lendemain du conflit ? Si l'exposition ne peut y apporter une réponse définitive, elle aura du moins le mérite de relancer chez nous le débat.

Si cette problématique précise - ou d'autres attenantes - devait figurer au nombre de vos propres préoccupations, n'hésitez pas à nous en faire part.

Karen Celis - Anne Godfroid

La Belgique libérée (septembre 44 - novembre 45) vue au travers du fonds du Haut Commissariat à la Sécurité de l'Etat (HCSE).

A la Libération, la Belgique est plus ou moins désorganisée. Le gouvernement venu de Londres a une légitimité faible, les autorités locales doivent être épurées ou remises en place, les polices communales et la gendarmerie manquent le plus souvent d'effectifs et d'armement. Il faut à la fois mener la répression des inciviques, désarmer les groupements de résistance et veiller à la reprise du travail... Comment a-t-on restauré la vie publique ?

A partir du Fonds du Haut Commissariat à la Sécurité de l'Etat (juillet 1943 - novembre 1945) et dans le cadre d'un projet du Fonds de la Recherche scientifique fondamentale collective (FRFC) obtenu par le Centre, **Eric Laureys** et **Frédéric Dauphin** s'attachent à décrire la situation telle qu'elle apparaît dans les rapports des officiers délégués régionaux (dont le profil socio-professionnel sera d'abord dressé). Source particulièrement riche puisque la mission du Haut Commissariat est d'assurer le contrôle et la coordination de tout ce qui touche à la sécurité de l'Etat et au maintien de l'ordre, de tenir le gouvernement au courant et de proposer les réformes suggérées par la situation. Il s'agira d'analyser où se trouve la réalité du pouvoir dans les différentes provinces (en commençant par Anvers et le Hainaut), aux mains de qui, comment elle évolue et au travers de quels facteurs.

Pour ce faire, on envisagera six thèmes:

- 1° Les administrations provinciales et communales: l'épuration et la réorganisation.
- 2° La gendarmerie: l'épuration, le recrutement de forces supplétives et le réarmement, son rôle dans le maintien de l'ordre.
- 3° Les polices communales: idem.
- 4° Les mouvements de résistance: leur rôle au lendemain de la Libération (dans la répression des inciviques, la garde des centres d'internement, la lutte aux côtés des Alliés, l'aide ou l'opposition aux autorités locales), leurs revendications et leur désarmement (les difficultés et les mesures préconisées par les délégués du Haut Commissariat pour "noyauter" les pouvoirs des résistants récalcitrants).
- 5° La répression des inciviques: l'importance ou non de la répression populaire (quand, comment et pourquoi), de la répression par les résistants (et les conséquences) et de celle des tribunaux; l'organisation et l'évolution des centres d'internement.
- 6° Les grèves et les troubles sociaux: les causes de ces troubles (revendications matérielles ou politiques, rôle des communistes, impact de la question royale), les mesures préconisées par les délégués du Haut Commissariat pour éviter les grèves.

Eric Laureys

Le temps du politique et de l'économie: Camille Gutt

Écrire sur des recherches en cours n'est jamais une chose aisée. Cela permet néanmoins périodiquement de "trier" les interrogations qui surgissent au fil des dépouillements. Le rôle de **Camille Gutt** au sein du gouvernement de Londres constitue le sujet de notre thèse. Si l'homme représente un versant non négligeable de la recherche, l'action politique qu'il développe dans le cadre des politiques financière et monétaire de la Belgique entre 1939 et 1945 constitue son principal centre d'intérêt. Ce choix s'est imposé à nous pour éviter de tomber dans les "pièges" d'une approche trop exclusivement "biographique" qui tendrait à "isoler" l'individu au détriment de son action développée dans un contexte précis comme celui de la Seconde Guerre mondiale. Celle-ci peut être approchée de trois manières différentes mais complémentaires. Tout d'abord, l'axe national, ensuite les implications internationales, et enfin les interactions entre l'"économique" et le "politique". Cela, nous l'espérons, permettra d'affiner, pour le cas belge, les processus de continuité et de rupture(s).

Au plan national, nos recherches tendent à souligner l'importance qu'il faut accorder à la politique financière d'avant-guerre et principalement à celle des trois gouvernements Pierlot qui se sont succédé jusqu'au conflit. Cette période est généralement ignorée par l'histoire économique, soit parce qu'elle est trop proche des hostilités, soit trop éloignée des problèmes d'après-guerre. Elle laisse néanmoins apparaître de nombreuses questions non résolues du point de vue de

la politique économique et financière en Belgique. Comment peut-on les différencier des nouvelles problématiques (si nouvelles il y a) qui émergeront durant la seconde partie de la décennie des années quarante ? Telle sera une question importante, pour laquelle la recherche en histoire économique et sociale pourrait encore apporter des réponses. Pour l'après-guerre, notre recherche tentera de déterminer la place, la fonction et les apports de la politique monétaire ou de l'"opération Gutt" dans le redressement économique du pays. Doit-on lui attribuer, comme il est coutume de le faire, l'importance primordiale qu'elle occupe au risque d'en négliger ses limites et ses carences ?

Ce premier ensemble de questions en appelle bien sûr un second qui concerne la ou les politique(s) de reconstruction économique d'après-guerre. Le relèvement économique de la Belgique comporte, comme nous l'avons dit, plusieurs facettes: la facette nationale déjà évoquée, et une autre, relative à la collaboration entre nations alliées continentales, soit par l'entremise du rapprochement au sein du Benelux, soit par son intégration dans les plans français de coopération économique pour l'Europe de l'Ouest. Dans ces deux processus, la Belgique est à la fois demandeuse et bénéficiaire. Toutefois les implications économiques et financières révèlent pour chacun des participants (et donc notre pays), une répartition complexe des coûts et des bénéfices. De quelle manière celle-ci peut-elle expliquer les difficultés de la collaboration



Camille Gutt en compagnie de Paul-Henri Spaak, à l'époque du plan Gutt

entre les nations continentales dans l'immédiat après-guerre (1945-1947) et la divergence dans leur politique de reconstruction (réforme de structure, modernisation et nationalisations en France, priorités monétaires et approches plus "libérales" privilégiant le consensus social en Belgique, etc..) ? Des éléments

de réponse à cette dernière question pourraient, selon nous, être trouvés en affinant deux chronologies propres, le temps de l'"économie" et le temps du "politique", dont les interactions pourraient contribuer à définir une nouvelle approche dans la prise des décisions politiques.

Jean-François Crombois

Une nouvelle machine à l'imprimerie

En 1979, le Centre procéda à l'achat d'une machine semi-professionnelle dont le format (38x52) et les belles capacités techniques générales permirent à notre imprimerie de franchir une étape décisive dans sa modernisation. Le temps ayant fait son œuvre, il fut décidé cette année de la remplacer par une machine d'une technologie nettement supérieure, obtenue à un coût particulièrement intéressant. Construite pour durer, cette dernière correspond à la volonté du Centre de continuer à proposer des publications de qualité. Pour être complet, il nous plaît de remercier Mr Van de Sande du Résidence Palace sans qui cette machine de 2,5 T n'aurait pu être installée.

André Flamée

Une rencontre scientifique à Valenciennes

Le 2 avril dernier, quelques chercheurs du Centre ont accompagné des étudiants en histoire de l'ULB, de l'UCL et de l'ULg à Valenciennes dans le cadre d'une journée d'étude co-organisée par le Centre et l'Université de Valenciennes. Après un voyage digne du chemin des écoliers (petit détour par Namur pour rallier Valenciennes), les "p'tits Belges" sont arrivés, comme il se doit, avec un léger retard.

La journée était consacrée aux enjeux de la Libération, respectivement en France et en Belgique. Quatre axes avaient été privilégiés: la shoah, les enjeux politiques de la Libération, l'hypothèque communiste et enfin, l'angle local et régional. Sur place, les étudiants belges retrouvaient les étudiants en histoire de Valenciennes. La cheville ouvrière de cette journée était **Olivier Wiewiorka**, spécialiste de l'histoire politique du XXe siècle.

Si l'on ne peut que se réjouir d'une telle initiative, force est de constater que celle-ci a eu à la fois des dimensions positives et quelques aspects négatifs. Positive, la journée l'était incontestablement par son approche comparative alors que, de manière générale, les recherches demeurent, accessibilité des sources oblige, trop souvent confinées dans un seul pays. Or, les différents exposés ont précisément permis de relativiser certaines questions ou d'en mettre d'autres en perspective. Les aspects négatifs sont, eux, la conséquence

involontaire de la dynamique des organisateurs qui ont surchargé le programme. Prévoir huit exposés et, par conséquent, tuer toute forme de discussion, c'était passer à côté de l'un des objectifs, à savoir promouvoir les contacts entre étudiants. Quand on sait qu'une discussion ne s'amorce que lentement, ne laisser qu'une dizaine de minutes pour les questions est évidemment catastrophique. Il n'empêche, l'intérêt scientifique était présent et bien réel. Les exposés de **Laurence Schramm** et de **Jean-Pierre Azéma** ont démontré les spécificités de la situation des Juifs, spécificités dues à la fois au visage distinct de la population juive, à la nature des régimes d'occupation mais aussi aux structures nationales et à la conception même des politiques d'accommodation. Les enjeux politiques de la Libération se présentent également sous des visages bien différents: entre le cas de la Belgique - présenté par **Francis Balace** - où l'on assiste à un retour du gouvernement de Londres, revenu sur le territoire belge dès le 8 septembre et qui se veut porteur de la légitimité démocratique, et une situation à la française - exposée par **Olivier Wiewiorka** - où l'Etat français a confié les pleins pouvoirs à Pétain en juin 1940, l'écart est incommensurable. Il en va de même quant à l'hypothèque communiste levée par **José Gotovitch**. En Belgique, le PCB, bien que plus fort que jamais, ne constitue pas une menace réelle même si certains le perçoivent comme tel et instrumentalisent cette

peur. En France, par contre, le PCF échauffe une stratégie de prise de pouvoir, comme l'a souligné pour nous **Philippe Buton**. Regrettons tout de même que son exposé ait porté non pas spécifiquement sur ce sujet mais bien sur une relecture de la période à travers de nouvelles archives.

Enfin, c'est peut-être sous l'angle local que les situations présentaient le plus de convergences. Tant dans le cas de Verviers, présenté par **Jacques Wynants**, que dans celui de l'Oise, développé par **Jean-Pierre Besse**, on s'est trouvé confronté à

des problèmes de personnel politique, de maintien de l'ordre au niveau local, de restauration des structures démocratiques et, à terme, à des phénomènes certains de restauration ainsi qu'à diverses formes de changements.

Malgré les quelques regrets évoqués, on ne peut que faire le voeu de voir se renouveler une telle initiative. Les problématiques comparatives ne manquent pas et sont loin de se réduire à la période concernée par cette première rencontre scientifique.

Chantal Kesteloot

Nos publications

- D. MARTIN, *Beknopte Archievengids. Archiefbronnen voor de geschiedenis van oorlog en bezetting in België*, 45 p. (100 F).
- D. MARTIN, *Guide succinct des sources archivistiques relatives à l'histoire de la guerre et de l'occupation en Belgique*, 45 p. (100 F).
- H. MASSON, *Service de Renseignements et d'Action dans la Région liégeoise: Réseau Zéro, Service D et Groupe G (Inventaire 30)*, 71 p. (150 F).
- *Récits de guerre / Oorlogsverhalen* (édités par Isabelle PONTEVILLE et «Les Amis du Centre»), 160 p. (260 F).
- *La Résistance et les Européens du Nord / Het Verzet en Noord-Europa. Communications présentées lors du colloque de Bruxelles, 23-25 novembre 1994 / Bijdragen voor het colloquium te Brussel, 23-25 november 1994* (2 parties), 460 + 158 p. (1.000 F)
- G. VAN DEN BERGHE, *Getuigen. Belgische bibliografie over de nazikampen* (2 parties), 331 + 439 p. (1.300 F/1.450 F).

Ces ouvrages peuvent être commandés directement auprès du Centre.

Histoire et télévision

Depuis plus d'une dizaine d'années, l'histoire de la Seconde Guerre mondiale est entrée de plain-pied sur les petits écrans. Reportages, interviews, reconstitutions sans oublier les nombreuses séries de fiction, la période 1940-1945 a été particulièrement mise en valeur. Certes, les productions n'étaient pas toutes de même valeur mais il n'en demeure pas moins qu'elles ont généralement suscité un très large intérêt. C'est ainsi qu'ont été produites de grandes séries telles celles de **Maurice De Wilde**, incontestable pionnier en la matière. Elles sont devenues de véritables phénomènes de société qui ont, à leur tour, suscité polémiques, controverses et recherches scientifiques. Il a paru judicieux au Centre non pas de dresser un bilan des productions mais bien de proposer une journée d'étude sur les modes de représentation de l'histoire dans le langage télévisuel. Une telle initiative correspondait par ailleurs à une demande des journalistes et des réalisateurs: celle d'avoir un contact direct avec un public "cible" et privilégié: de futurs historiens ou journalistes. La journée a eu lieu le 18 décembre 1995 à l'attention des étudiants de l'ensemble des universités francophones et néerlandophones. En collaboration avec des réalisateurs et des journalistes, la rencontre s'est articulée autour de cinq thèmes, depuis le traitement des témoignages et l'apport de la fiction aux difficultés posées par la période en matière d'investigation en passant par le problème du langage télévisuel ou encore celui, délicat entre tous, de la responsabilité du journaliste en termes de contrôle historique ou de censure.

Cette journée a incontestablement été une réussite. Environ 300 étudiants y ont participé. Après une présentation générale par **Etienne Verhoeyen**, l'un des meilleurs producteurs d'émissions historiques, diverses séquences ont été visionnées. Citons notamment des extraits de *La tuerie de Courcelles* (la version du cinéaste André Cauvin de 1946, celle de la RTBF par Willy Estersohn et celle de la *BRTN* par Maurice De Wilde), *Het lied der duizend doden* (produit par Etienne Verhoeyen) ou encore *Marcourt ou la mémoire secrète* (produit par André Dartevelle). Plusieurs points ont fait l'objet de vifs débats tels le problème de la mise en scène de sujets historiques, la difficulté de trouver un langage commun entre historiens et réalisateurs ou encore la notion de dramatisation de l'histoire. Cette journée, une première à bien des égards, a en outre une fois de plus mis en exergue la méconnaissance respective des francophones et des néerlandophones des séries historiques produites dans l'autre communauté. Ainsi bien que retransmise - mais il y a plusieurs années déjà - à la RTBF, les émissions de Maurice De Wilde étaient une inconnue pour de nombreux étudiants francophones qui découvraient ainsi la perception différente de l'histoire par l'autre communauté. Une autre question qui a été épinglée est celle de savoir dans quelle mesure les étudiants regardent effectivement la télévision et les émissions historiques en particulier.

La discussion finale portant sur le thème «Média télévisé et travail historique:

publics et approches spécifiques» était animée par **Jean-Jacques Jespers**, journaliste et professeur en communication et par l'historien français **Yves Le Maner**, l'un des meilleurs spécialistes de l'analyse historique des productions télévisuelles.

En conclusion, à l'heure des rationalisations, historiens, journalistes et étudiants étaient unanimes à regretter la disparition progressive des émissions historiques de l'antenne de nos chaînes nationales alors que partout ailleurs l'histoire est considérée comme une valeur sûre.

Chantal Kesteloot

Visite du fort du Hackenberg

Le 31 mai dernier, l'asbl Les Amis du Centre organisait une journée dans les environs de Thionville. But du voyage: visiter le plus gros ouvrage de la Ligne Maginot, le fort du Hackenberg à Veckring.

Construite de 1927 à 1936 sous l'impulsion du ministre de la Guerre A. Maginot, cette ligne légendaire de béton et d'acier qui longe la frontière nord-est de la France, était sensée être inexpugnable et avait pour devise: «Ici, on ne passe pas!». Elle devait servir avant tout à mobiliser et à concentrer les troupes, à constituer «un organe de manoeuvres» à la disposition du haut commandement, afin d'économiser les forces en cas d'attaques ou de contre-attaques. Le 25 juin 1940, jour de la signature de l'armistice, l'essentiel de la ligne tient encore. Quelques jours plus tard, les équipages sont obligés de se constituer prisonniers. Les Allemands vont entrer en possession des fortifications et y implanter à certains endroits des usines souterraines. En 1944, certains ouvrages seront même réarmés par l'ennemi et ouvriront le feu sur les armées américaines. Après la guerre, les ouvrages vont être remis en état mais seront finalement abandonnés dès 1964.

Au début de la guerre, le fort du Hackenberg est équipé de 1.085 hommes dont 33 officiers. Ses 10 km de galeries s'étendent sous une superficie de 160 hectares de bois et de taillis. Il est composé de 19 blocs bétonnés dont deux d'entrées (munitions et hommes) et 17 de combat. Sa puissance de tir est de 4 tonnes d'obus à la minute. L'ouvrage possède 3,5 km de voies ferrées sur lesquelles circule un petit train électrique, qui permet actuellement de visiter quelques blocs de combat et l'usine électrique dotée de 4 groupes Diesel-alternateurs de 380 CV. On peut également voir les cuisines, l'hôpital et les casernements, où un musée militaire expose de magnifiques collections d'armes et d'uniformes. Bref, toute une infrastructure souterraine gigantesque qui engloutit des milliards de francs et qui ne fut pas d'une grande utilité pour arrêter l'envahisseur. A la sortie de cette visite des plus surprenantes, les amis du Centre se firent la réflexion que lorsqu'il s'agit de préparer la guerre, l'imagination de l'homme est vraiment sans aucune limite.

Isabelle Ponteville

Les séminaires: bilan d'une saison

La diversité, c'est incontestablement le terme qui caractérise le mieux les séminaires de la saison 1995-1996. **Robert Devleeshouwer**, professeur à l'Université libre de Bruxelles, a ouvert le feu en nous présentant les itinéraires croisés et pourtant souvent antagonistes de deux grands ténors du socialisme belge, Henri Rolin¹ et Paul-Henri Spaak. Plus qu'à un aperçu biographique de ces deux figures de proue, Robert Devleeshouwer s'est attaché à la démarche du socialisme belge qui, on le sait, a souvent penché du côté du pragmatisme au détriment de la fidélité doctrinale.

Le socialisme belge et ses personnalités "inclassables" sont également apparus en marge du séminaire de l'Américaine **Evelyn Barish**. Pour l'essentiel, celle-ci avait néanmoins préféré traiter des aspects plus personnels, les "secrets de famille" comme elle les a intitulés. Sont ainsi apparus quelques-uns des aspects peu connus de la famille De Man, présentés par l'oratrice comme une grille explicative des itinéraires tortueux d'Henri et surtout de Paul De Man. Ce dernier est devenu après-guerre l'un des pères du déconstructivisme et les révélations quant à son passé durant l'occu-

pation en Belgique avaient fait scandale Outre-Atlantique.

Auteur de la toute première bibliographie² relative aux témoignages écrits par des Belges internés dans des prisons et des camps nazis, **Gie van den Berghe** a présenté une analyse typologique des témoignages. Qui écrit et pourquoi ? Quand écrit-on ? Quels sont les groupes qui ont le plus témoigné ? Comment peut-on "lire" ces témoignages et que nous apprennent-ils ? Tels sont quelques-uns des aspects traités dans le cadre de ce séminaire.

Le climat tendu de la Libération et la politique de répression ont été au coeur de deux séminaires: un premier consacré à l'affaire Laplasse et un second sur les *civils affairs* canadiennes. Pour évoquer l'affaire Laplasse, le Centre avait convié trois orateurs: l'historien et journaliste **Mark Reynebeau**, le journaliste **Johan Anthierens** et le juriste **Paul Depuydt**. Au-delà de l'évocation du cas d'Irma Laplasse, l'objectif était d'analyser l'influence de la Seconde Guerre mondiale et l'importance de la répression dans le processus de formation de l'identité flamande.

¹ Robert Devleeshouwer est l'auteur d'une biographie sur Henri Rolin intitulée *Henri Rolin (1891-1973). Une voie singulière, une voix solitaire*, Bruxelles, Editions de l'Université libre de Bruxelles, 1994.

² Gie VAN DEN BERGHE, *Getuigen. Belgische bibliografie over de nazi-kampen. Een case-study over ego-documenten*, Brussel, CREHSGM, 1995, 2 vol.

Serge Bernier, directeur du Service historique de la Défense nationale à Ottawa est venu nous présenter un éclairage canadien sur la libération de la Belgique à partir des rapports établis par des officiers des affaires civiles durant les quelques mois passés sur le territoire belge, en Flandre en l'occurrence. Une image étonnante en a émergé: celle d'une région en proie à la guerre civile. D'autres études ultérieures et notamment les travaux menés dans le cadre du projet «Libération: faits, opinions et représentations» viendront en temps utiles confirmer ou infirmer les témoignages canadiens.

Claire-Angela Vandenschrick, jeune licenciée en histoire de l'Université catholique de Louvain, s'est intéressée aux réactions belges face à la situation polonaise, de la mort de Staline à la reprise en main du pays par Wladyslaw Gomulka et ce à partir des documents diplomatiques et des articles publiés dans les grands quotidiens belges. Ceux-ci nous révèlent non pas tant un profil diplomatique clair qu'une réaction chargée d'émotivité et de scepticisme face à l'évolution perçue comme inéluctable des rapports de force entre la Pologne et le grand frère soviétique.

Enfin, les deux derniers séminaires ont été consacrés à l'histoire économique. **Peter Scholliers**, chercheur qualifié *NFWO*, a tenté, à partir d'une approche comparative de l'évolution des prix et des salaires durant les deux guerres mondiales, de dégager une grille d'analyse des mouvements sociaux au terme de chacun des conflits. Pourquoi l'après 1914-1918 ne ressemble-t-il pas à l'après Seconde Guerre mondiale ? Au-delà des forces sociales en présence, ne faut-il pas aussi s'interroger sur la situation économique, les notions de pénurie, pour mieux appréhender les enjeux sociaux ?

Pour sa part, **Jean-François Crombois** s'est interrogé quant à savoir si la Belgique s'est effectivement préparée à la guerre. Il est apparu qu'à la veille du second conflit mondial, le gouvernement belge tentait encore de régler les problèmes hérités de la crise économique, problèmes qui, à leur tour, réémergeront en 1945. Sans conteste, les séminaires de Peter Scholliers et de Jean-François Crombois ont ouvert de nouvelles pistes de recherche qui intègrent les enjeux économiques aux dimensions sociales et politiques.

Chantal Kesteloot

De nouvelles publications et un doctorat

Une recherche neuve sur la Résistance

Un des plus “jeunes” chercheurs de notre institution, **Fabrice Maerten**, vient d’achever sa thèse de doctorat. Elle s’attachait à étudier la Résistance hennuyère¹. Alain Colignon lui a posé quelques questions afin d’en dégager les lignes de force.

Dans quelles circonstances avez-vous été amené à consacrer votre thèse de doctorat à ce thème particulier ? Avez-vous déjà des idées sur la question ?

En fait, ma thèse se situait dans la continuité de mon mémoire de licence. Celui-ci étudiait la Résistance dans la région de Mouscron. J’avais envie de développer cette étude sur une aire géographique plus vaste, l’arrondissement de Mons, par exemple. Mon directeur de thèse, le professeur Jacques Lory, m’a conseillé de m’attacher plutôt à l’ensemble du Hainaut, qui comporte une grande variété de populations et de sous-régions économiques. Certes, le Hainaut se présente essentiellement comme une entité administrative sans grande cohésion identitaire mais ce choix pouvait se justifier car l’occupant l’envisageait en tant que tel dans le cadre de son administration. A travers le cas du Hainaut, j’avais aussi le désir d’aborder le domaine sociologique au niveau local. Je suis en effet très sensible à tout ce qui

concerne l’histoire locale et, via mon étude mouscronnoise, j’avais pu avoir un aperçu sur les régions voisines du Tournaisis et du Courtrais. Mais la problématique relative aux trois grands bassins industriels hennuyers m’échappait complètement. Enfin, je voulais étudier la Résistance en rapport avec la société environnante: que représentait-elle comme phénomène sociétal, quelles furent ses incidences sur l’immédiat après-guerre ?

Quelles sont les difficultés essentielles rencontrées dans un travail de ce type ?

Quand on veut analyser le phénomène de la Résistance dans la société, on se heurte à la difficulté de définir précisément son objet. En d’autres termes, de déterminer qui est résistant. Il n’est pas non plus aisé d’établir une typologie cohérente. De même, on éprouve des difficultés à réaliser une analyse quantitative. Il faut consulter une masse de dossiers d’apparence secondaire et qui pourtant se révèlent indispensables pour une recherche de ce type.

Pour le reste, l’ensemble des fonds d’archives étaient consultables, hormis ceux de la Sûreté de l’Etat (pas accessibles avant 2015...). Il y avait vraiment pléthore de documents de valeur très inégale.

Pour serrer au plus près le passé, j’ai la

¹ Fabrice MAERTEN, *La Résistance politique et idéologique dans la province de Hainaut pendant la Seconde Guerre mondiale (mai 1940-septembre 1944)*, Dissertation doctorale en vue de l’obtention du grade de docteur en Philosophie et Lettres, Louvain-la-Neuve, 1996.

conviction que les archives de l'Auditorat militaire figuraient parmi les plus intéressantes. Quant aux témoignages oraux, il faut savoir que dans ces milieux il existe un véritable réseau de sociabilité. Si on dispose d'entrées, de "clés" - c'est-à-dire de bons contacts avec des personnes de confiance susceptibles de vous y introduire -, il n'y a pas de véritables difficultés d'accès.

Au cours du travail, les objectifs qui se dégageaient correspondaient-ils à l'image que vous en aviez au départ ou bien des éléments nouveaux sont-ils apparus, et si oui, lesquels ?

Je suis passé rapidement d'une analyse de la Résistance en tant qu'instrument de lutte contre l'occupant à celle de la Résistance comme reflet de la société. Alors, en envisageant l'aspect politique et idéologique du phénomène, j'ai essayé d'appréhender tous les éléments de lutte non violente qui concouraient aussi à préparer l'après-guerre et je me suis tenu à ce schéma.

Alors, pour vous, quelles sont les caractéristiques majeures de la Résistance hennuyère ?

Au départ du combat contre l'occupant, il y a rapidement une lutte pour la préparation de l'après-guerre. En outre, à l'intérieur, on constate des tensions entre les communistes et les socialistes pour le contrôle des masses ouvrières. Le PCB a essayé de s'assurer la prédominance mais les socialistes ont réussi à mener une politique de présence assez efficace, notamment au niveau de la presse clandestine. Et puis ces derniers disposaient de structures permanentes sur le terrain, ainsi que de nombreux cadres. Le nombre permettait de suppléer les défaillances indivi-

duelles. Dans le Hainaut, la Résistance avait des accents aussi "sociaux" que "nationaux", vu la forte présence de la classe ouvrière. Le *Front de l'Indépendance* qui, dans le reste de la Belgique, utilisait une dialectique très patriotique, mêla volontiers dans cette province revendications sociales et nationales. Ce n'est pourtant qu'à partir de l'instauration du Travail Obligatoire que le prolétariat s'engagea dans la lutte, liant l'oppression sociale à la présence de l'occupant. En fait, en 1941-1942, les mouvements de résistance, tous confondus, ne représentaient qu'une petite minorité. Un soutien populaire actif tardait à s'affirmer. Lorsque les Allemands le voulaient, ces structures ne tardaient pas à être décapitées. A partir de 1943, ce n'était plus le cas: les groupes décimés se reconstituaient rapidement. Bref, la Résistance m'est apparue beaucoup plus comme un phénomène conservatoire que révolutionnaire. Elle ne servit pas vraiment à renouveler les structures de la société d'après-guerre. On assista simplement à un relatif renouvellement du personnel politique, surtout du côté socialiste.

Comptez-vous faire éditer votre thèse de doctorat ou la prolonger d'une certaine manière ?

J'envisage une édition pratiquement intégrale. Elle serait assurée par Hannonia, asbl regroupant les sociétés d'histoire de la province. A plus long terme, il serait possible de réaliser une refonte synthétisée de l'ensemble pour un ouvrage du type "grand public". Les éditions Quorum sont intéressées par le projet. Quant au reste, j'aimerais me pencher à présent sur l'impact à long terme de la Résistance.

Les enfants du ghetto. Des révolutionnaires juifs en Belgique

En mars 1996, les éditions Hadewijch ont édité, en collaboration avec l'*Archief en Museum voor de Socialistische Arbeidersbeweging (AMSAB)*, l'ouvrage de notre collègue **Rudi Van Doorslaer**¹ intitulé *Kinderen van het getto*. Il s'agit d'une adaptation d'une partie essentielle de la thèse de doctorat² qu'il a défendue en 1990. Il retrace le parcours de milliers de Juifs pauvres qui émigrèrent d'Europe centrale et orientale au terme de la Première Guerre mondiale et vinrent s'établir en Belgique. Ils fuyaient la misère et l'antisémitisme et recherchaient bien-être et travail à Bruxelles et à Anvers. Parmi eux se trouvaient de nombreux sionistes mais aussi pas mal de révolutionnaires. Enthousiasmés par la Révolution d'Octobre, ils pensaient que l'égalité entre tous les hommes pouvait également résoudre le problème juif.

Le livre suit le parcours des révolutionnaires juifs - généralement communistes - depuis leur émigration vers la Belgique dans les années vingt: leurs associations, leurs relations parfois ambiguës à l'égard des communistes belges, leur action sociale dans le diamant et la

confection, leur influence sur le monde étudiant juif à Liège, à Gand et à Bruxelles.

A partir de nombreux récits de vie que Rudi Van Doorslaer reconstitue, transparaît l'intense interpénétration des révolutionnaires juifs avec l'univers traditionnel du judaïsme ashkénaze. Malgré la modernité de leurs idées et le radicalisme de leur discours, ils ne sont, en général, pas très éloignés de la culture juive d'Europe de l'Est, basée sur la religion, la famille et la tradition. En fin de compte, ils font partie d'une génération totalement désorientée par l'évolution du capitalisme: après un bref voyage en train, ils sont passés du XIXe au XXe siècle. Van Doorslaer débouche sur cette remarquable et étonnante conclusion que les révolutionnaires juifs recherchaient un point d'appui dans l'organisation rigide du communisme stalinien dans l'espoir de pouvoir conserver leur propre identité. Ce réflexe conservateur se trouvait totalement imbriqué dans leurs attentes utopiques en matière d'avenir et c'est précisément cette imbrication qui, selon l'auteur, caractérise le communisme juif.

¹ Rudi VAN DOORSLAER, *Kinderen van het getto. Joodse revolutionairen in België. 1925-1940*, Antwerpen-Baarn/Gent, Hadewijch/AMSAB, 1996, 253 p. L'ouvrage paraîtra prochainement en français aux éditions Labor.

² Une autre partie de la thèse est parue dans les *Cahiers/Bijdragen* du Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale (R. VAN DOORSLAER, «Tussen wereldrevolutie en joodse identiteit. Joden uit België in de Spaanse burgeroorlog», in *Cahiers-Bijdragen*, 1995 (XVII), p. 13-85).

Trois ouvrages:

Getuigen; De zot van Rekem; Au camp de Flossenbürg

En 1995, Gie van den Berghe a fait paraître trois ouvrages:

Getuigen. Een case-study over ego-documenten (Bruxelles, CREHSGM) constitue à ce jour la bibliographie nationale la plus complète de témoignages oculaires relatifs aux camps de concentration nazis. Dans cette étude en deux tomes ont été recensés et répertoriés tous les livres, brochures, manuscrits, dessins et témoignages, qu'ils aient été produits dans des revues, des journaux ou des feuilles clandestines. L'auteur a relevé les noms des prisons et des camps figurant dans les témoignages ainsi que le lieu où les ego-documents ont été consultés. Les témoignages ont été classés en différentes sous-rubriques (hommes/femmes, Juifs/non-Juifs, par camp, par période), numérotés et intégrés dans des graphiques offrant différents aspects de la problématique. Pour être en mesure d'évaluer la représentativité de ces témoignages et de ces témoins, on s'est efforcé d'actualiser les chiffres des prisonniers, des déportés et des survivants, aussi bien du côté des Juifs que des non-Juifs. Pour ses qualités, *Getuigen* s'est vu couronné par le Prix de Saint-Genois, prix quinquennal de l'Académie royale de Belgique.

Dans *De zot van Rekem* (Anvers, Hadewych), on narre la "malaventure"

survenue à un petit délinquant. Ayant profité de l'invasion de mai 40 pour s'échapper de l'institution psychiatrique qui l'"hébergeait", il fut capturé peu après par les Allemands et se retrouva pour cinq ans dans un camp nazi. A sa sortie, il se fit à nouveau appréhender par les autorités belges en guise de punition pour son évasion de 1940. Ce récit est suivi par *Gott mit uns*, un essai dans lequel l'auteur esquisse le processus de l'escalade de l'utopie au cauchemar, de l'eugénisme (produire un "homme meilleur") au génocide (détruire le "sous-homme"). Très peu de leçons ont été tirées de tout cela, essentiellement parce que les notions de faute et de responsabilité n'ont été appliquées qu'aux coupables directs.

Enfin, sous le titre *Au camp de Flossenbürg*, la Commission royale d'Histoire a fait paraître le témoignage de Léon Calembert - un géologue de l'Université de Liège - assorti d'une introduction et d'un commentaire scientifique de Gie van den Berghe. Cet ego-document saisissant est appréhendé d'une manière scientifique et replacé dans son contexte historique: l'univers concentrationnaire en général, celui de Flossenbürg en particulier. Il est en outre situé par rapport aux autres témoignages concernant ce grand camp de concentration, le quatrième en importance.

La Résistance et les Européens du Nord... (suite)

En novembre 1994, le Centre organisait, avec l'Institut d'Histoire du Temps présent, un colloque portant sur le thème *La Résistance et les Européens du Nord*. Ce colloque s'intégrait dans la série des colloques *La Résistance et les Français*. Un premier volume reprenant la quasi totalité des contributions était déjà disponible. Désormais, le second l'est aussi. Il contient les exposés introductifs présentés lors du colloque, quatre communications faisant défaut dans le premier volume, les cinq rapports de synthèse ainsi qu'un compte rendu des

discussions sur les thèmes suivants: les Anglais et l'Europe, mouvement social et résistance (patrons et ouvriers d'une part; artistes, classes moyennes, nobles et ruraux d'autre part) et les mémoires collectives de la Résistance dans l'Europe du Nord.

Les deux volumes peuvent être acquis au prix de 1000 frs + frais d'envoi, à verser sur le compte 000-0000159-62 du Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale avec mention *Résistance et Européens du Nord*.

Chantal Kesteloot

Journée d'étude

La répression de la collaboration économique après la seconde guerre mondiale en Europe occidentale

Le 13 décembre 1996, le Centre d'Histoire du Droit de la *Vrije Universiteit Brussel* organise, en collaboration avec le Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale, une journée d'étude consacrée à la répression de la collaboration économique en Europe occidentale. Des spécialistes étudieront la manière dont les collaborateurs économiques ont été poursuivis et condamnés. Ils analyseront les convergences et les discordances de ces politiques et tenteront d'expliquer les modèles adoptés.

Programme: Belgique: D. Luyten
Danemark: D. Tamm
France: F. Rouquet
Pays-Bas: J.P. Meihuyzen
Norvège: O. Kolsrud
Conclusions: J. Gotovitch

Le montant de l'inscription pour cette journée d'étude est de 200fb./11 florins (100fb./6 florins pour les étudiants et les chômeurs).

Renseignements et inscriptions: *VUB Centrum voor Rechtsgeschiedenis*, D. Luyten, Pleinlaan 2, 1050 Brussel. Tél.: 02/629.25.44 ou 02/629.24.60.

«*Arkprijs van Het Vrije Woord*»

à un collaborateur du Centre

Gie van den Berghe, chercheur détaché près du Centre, a reçu en mai dernier le prestigieux *Arkprijs*. Dans son éloge, Jaap Kruithof souligna que ce prix constituait la reconnaissance de «ses grands mérites comme écrivain de l'époque des camps de concentration nazis». Et il ajouta: «avec raison, Gie van den Berghe s'est opposé énergiquement contre le fait de minimiser ou d'excuser les pratiques nazies - à ce

propos, il suffit de penser aux instigations des révisionnistes. Avec la même énergie, il s'est opposé au détournement de la souffrance et de la disparition de milliers de victimes de la terreur nazie au profit de certains sionistes extrémistes». Dans sa réponse à l'éloge, van den Berghe exposa quelques idées qu'il a ensuite brièvement développées dans un appel que nous publions ci-après.

Devoir pour les négationnistes du judéocide

Il convient de mettre fin à l'émoi récurrent relatif à la négation du judéocide. Les bibliothécaires, les enseignants et les élèves, constamment importunés, n'ont pas de réponse péremptoire à opposer à certains arguments négationnistes. Pour démasquer les sophismes négationnistes, une connaissance historique spécialisée est nécessaire; il faut en outre être disposé à revoir quelque peu certains aspects du récit "classique" de l'extermination des Juifs. La discussion avec les négationnistes et sur le négationnisme n'est pas historique. C'est un débat politico-idéologique dans lequel on use et on abuse de données historiques. Il s'agit beaucoup moins de ce qui s'est passé que de l'avenir, que de savoir comment une société meilleure peut se réaliser et comment une répétition de l'atrocité peut être évitée.

Les arguments des négationnistes doivent bien sûr être réfutés, mais c'est un travail d'historiens spécialisés. Un travail difficile à vulgariser, entre autres parce que pour réfuter efficacement les thèses négationnistes, certaines idées reçues sur l'extermination des Juifs doivent être reconsidérées. Mais c'est peine perdue, autant essayer de remplir le tonneau des Danaïdes. Les négationnistes sont des fanatiques, ils continuent à répéter ce qui est réfuté depuis longtemps, ils reviennent toujours avec de nouvelles chicanes et arguties.

Il est temps d'y mettre fin. Pour cela, nous disposons d'autres moyens que ceux de nature historique ou juridique. Des arguments politico-idéologiques peuvent être employés dans un débat politico-idéologique. Le cas échéant, il faut faire appel à des techniques de propagande. Pourquoi nous priverions-nous des armes qui nous sont continuellement imposées par ces exaspérants et provocateurs négationnistes ?

A ce jour, les négationnistes se sont bornés à critiquer et à réduire à néant les sources et les preuves de l'extermination juive. Tout est sorti de son contexte, tout est exposé à l'hypercritique, les témoins et les témoignages sont étudiés de façon non judicieuse et

honteuse. Les négationnistes contredisent et dissimulent le plus possible ce pour quoi ils optent. Ils sèment le doute. Leur contre-récit n'a rien à voir avec l'histoire, c'est de la contre-histoire. Il est temps qu'ils apprennent le métier et qu'ils s'attellent à la tâche. C'est à eux d'apporter des preuves, non à nous.

Au lieu de rendre les sources historiques suspectes, ils doivent aller à la recherche des sources qui peuvent valider leur contre-récit. Mettons-les au travail, avec un devoir justifié sur le plan historique. Qu'ils prennent le *Mémorial de la déportation des Juifs de Belgique*, donnant sur 511 pages les noms de 24.906 Juifs et 351 Tsiganes déportés de Malines en direction d'Auschwitz (consultable dans la salle de lecture du Centre). Outre le nom et le prénom, le lieu et la date de naissance sont mentionnés, ainsi que le convoi de déportation (ce qui permet de connaître la date d'arrivée à Auschwitz). Ce mémorial est basé sur le fichier et les listes de transports élaborés par les nazis. Ces sources au-dessus de tout soupçon, même pour les négationnistes, contiennent encore bien d'autres données personnelles qui ne laissent pas le moindre doute quant à la réalité de ces victimes. Prenons par exemple chaque treizième nom sur chacune des 511 pages. S'il s'agit du nom d'une personne qui a survécu à la guerre (il est alors indiqué «évadé» ou «R» pour rapatrié), il convient de prendre le premier nom suivant non homonyme, ceci pour éviter que les négationnistes n'importunent les survivants ou membres de leur famille. Il incombe désormais aux négationnistes de découvrir des sources historiques valables dont il ressort indubitablement que ces 511 victimes étaient encore en vie après mai 1945, ou qu'elles sont décédées à Auschwitz d'une autre mort que celle par gazage, famine, esclavage, torture... Si nécessaire, les négationnistes doivent montrer des rapports d'autopsie contemporains (un de leurs stupides et répugnants arguments que je retourne contre eux). Et encore, nous ne parlons ici que de la Belgique. Le même devoir doit être exécuté pour les autres pays.

Vu l'arsenal de moyens et l'énergie dont disposent les négationnistes, vu le sérieux de leurs accusations, ceci peut difficilement être qualifié de tâche lourde ou déraisonnable. Mais un véritable travail historique exige de l'effort et du temps. Il se pourrait donc qu'ils essayent d'échapper à la tâche par le biais d'une énième variante de leur théorie du complot. Ne reculant devant rien, ils arriveront peut-être à argumenter que les Juifs ont de toute façon détruit ces sources. Mais il convient alors de le prouver. Si c'est même trop leur demander, ils devraient se donner la peine de faire une simple opération arithmétique. Si, comme ils le crient sur tous les toits, ces millions de Juifs n'ont pas été exterminés, il n'y a pas de raison d'admettre qu'ils ne se sont pas reproduits. Dès lors, il devrait y avoir beaucoup plus de Juifs dans le monde. Où sont-ils donc ? Se sont-ils terrés pour prouver coûte que coûte le judéocide ?

Je le sais, les négationnistes ne vont pas se mettre au travail, ils continueront à manigancer. Il ne s'agit pas de cela mais bien du fait que si ce défi devient largement répandu et connu, à chaque confrontation avec le négationnisme, surtout dans des situations pédagogiques, il suffira de les renvoyer à cette tâche inaccomplie. Le contre-discours destructeur pourra définitivement être jeté à la poubelle.

Si ce défi n'a pas été lancé plus tôt, c'est notamment à cause de ce passé inachevé de l'atrocité qu'est le judéocide. Certaines personnes directement concernées se révolteront instinctivement contre l'inversion des rôles et ressentiront ce défi comme une profanation de sépultures. J'espère qu'elles se rendront compte du fait que cette tâche interminable peut mettre fin à cet atroce charognage et qu'il ne faut plus porter tant d'attention à l'incessante réouverture, par les négationnistes, de plaies de toute façon incurables.

Gie van den Berghe

Une nouvelle revue: les «Cahiers d'Histoire du Temps présent»

A la fin de l'année 1996 paraîtra, à l'initiative du Centre, le premier numéro d'une nouvelle revue d'histoire contemporaine. Elle s'insère en partie dans le fil de la tradition des *Cahiers-Bijdragen* tout en contenant nombre d'aspects nouveaux. Cette revue s'intègre ainsi dans un plus vaste mouvement d'élargissement du champ d'activités du Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale, une idée qui anime le directeur et de nombreux membres de l'équipe depuis plusieurs années.

A l'étranger, en l'occurrence en France et en Allemagne, cette évolution a été menée à terme il y a déjà une dizaine d'années. Dans ces deux pays, elle a débouché sur la mise sur pied d'instituts du temps présent. Plusieurs motifs expliquent cette évolution mais le changement de vision quant à l'histoire de la période 1940-1945 est certainement l'un des plus importants. L'historiographie récente de cette période s'oriente en effet vers la conclusion que la Seconde Guerre mondiale ne constitue pas un événement-charnière unique et exceptionnel. La guerre est plutôt perçue comme un catalyseur de champs de tension qui se sont développés au cours de la première moitié du XXe siècle et ont continué de produire leurs effets durant quelques décennies.

Au Centre même, le temps ne s'est pas arrêté. Au cours de ces dernières années, notre institution a de plus en plus joué le rôle de lieu de rencontre, de stimulant à la recherche à l'attention des contemporains. Des chercheurs mais aussi et

surtout des étudiants de diverses universités s'y sont retrouvés. C'est dans cette optique qu'il convient de situer la réflexion autour des *Cahiers-Bijdragen* dont la parution a débuté en 1970 et dont 17 livraisons ont vu le jour. Quelques anciens du Centre se sont entourés de jeunes chercheurs. Ensemble, ils ont jeté les bases de cette nouvelle revue.

Celle-ci comprendra désormais 500 pages réparties sur deux numéros, paraissant respectivement en mai et en novembre. En termes de contenu, l'accent est mis sur la Belgique, de la Première Guerre mondiale jusqu'aux années soixante. Le public visé ne se limite pas au cercle restreint des historiens de métier. Nous partons du principe qu'il y a dans ce pays un intérêt plus large pour l'histoire contemporaine de niveau scientifique, présentée de manière claire et intelligible. Les *CHTP/BEG* seront dès lors richement illustrés. On y trouvera aussi, pour ces mêmes motifs, une importante rubrique "bibliothèque". Des numéros à thème seront régulièrement proposés, en principe une fois par an. A l'automne 1997, ce sera l'évolution culturelle, sociale et politique de la femme (en Belgique) des années trente aux années cinquante qui sera abordée. Enfin, un effort tout particulier sera également porté sur le plan de la forme.

Vous trouverez dans ce numéro de '30-'50 un dépliant reprenant notamment le sommaire du premier numéro ainsi que les informations pratiques en matière d'abonnement.

Rudi Van Doorslaer

Transparence et secret:

l'accès aux archives contemporaines

Une (grande) salle comble et des débats très animés, voire houleux, sur la problématique de l'accès aux archives, du secret et de la transparence: non évidemment, ce n'est pas en Belgique que cela se passe mais à Paris, à l'appel de l'**Association des archivistes français**. Deux jours entiers d'exposés et de discussions¹, des tribunes accueillant les plus hauts énarques de la fonction publique, des juristes, le directeur des Archives de France et même un amiral, ancien chef des services secrets...: tout ce beau monde s'est déplacé pour débattre du bon usage des archives, des lois en vigueur et de celles qu'il faudrait créer.

Un rapport officiel sur l'état des archives a été commandé par le premier ministre à un président de section honoraire du Conseil d'Etat pour examiner les effets négatifs et positifs d'une loi sur les archives qui date de 1979 (en Belgique, notre bonne vieille loi remonde à 1955 !), du décret de 1988 sur l'accès aux documents administratifs ainsi que de la loi de 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Bref, ce qui est au centre des débats est l'éternelle question de l'accès aux documents (délais, pouvoir de décision, conditions), la notion de vie privée, le secret d'Etat et la douloureuse et irritante question des dérogations.

Les vues les plus diverses s'affrontèrent jusqu'à celle, provocatrice, du rejet de l'accès rapide et de la transparence pour cause de "totalitarisme" ou d'inquisition (Slama). Mais une chose est certaine, et le

rapport, déposé depuis (cfr *Le Monde* du 22 juin 1996), insiste sur ce point: le citoyen, et *a fortiori* le chercheur, a droit à l'accès aux documents, sans dérogations inégalitaires. Il doit même - et le Conseil d'Etat lui a donné raison par deux fois déjà - poursuivre en justice les administrations qui font obstruction.

Cette vision positive est confortée par l'impossibilité de définir avec précision "la vie privée", sinon par une approche très pragmatique et des définitions surtout négatives. Il faudra aussi surmonter, au sein même du monde des archivistes, les préventions envers les historiens et pour cela leur donner les moyens de l'ouverture. On se prend à rêver quand on entend parler des missions des archives installées dans les grands ministères ou encore des comités spéciaux établis dans d'importantes entreprises publiques pour organiser et ouvrir les archives à la recherche, même s'il ne faut pas occulter le danger, pas toujours hypothétique, de "l'histoire officielle" d'entreprise, du culte de l'esprit maison.

Vu de Belgique, rêver est le mot exact tant au point de vue de la loi obsolète, des moyens scandaleusement réduits des Archives générales du Royaume que de la politique de démission structurelle de l'Etat devant des entreprises dynamiques, mais privées. Pour tous ceux qui, malgré tout, désirent réfléchir à ces problèmes, le document préparatoire au colloque, qui comporte une série d'études et de documents fort utiles, est disponible dans notre bibliothèque².

José Gotovitch

¹ Paris, les 28 et 29.III.1996.

² Association des Archivistes français, 28-29.III.1996, *Colloque Transparence et secret: l'accès aux archives contemporaines*.

Les travaux forcés à Berlin

Du 9 au 12 mai 1996, la fondation néerlandaise *Holländerei* de Berlin a organisé, sous la direction dynamique de **Diederike Oudesluijs**, assisté de **Rimco Spanjer** et de **Johan Meijer**, un symposium relatif au *Zwangsarbeit in Deutschland*. Cette initiative avait été prise en collaboration avec la *Stiftung Topographie des Terrors* et avec l'appui de la *Nederlandse Oecumenische gemeente* de Berlin. Le terme *Zwangsarbeit* ou travaux forcés désigne ici autant le travail des ouvriers déportés - ce que nous appelons habituellement le travail obligatoire - que le travail d'esclave dans les camps de concentration et de prisonniers de guerre. L'attention se portait principalement sur le sort des Néerlandais, des Polonais et des Tchèques, mais également des Belges, des Français et des Ukrainiens. Le programme était trop chargé. De nombreux témoins-participants - qui avaient tous au moins 70 ans - durent décrocher de temps à autre, et cela peut-être aussi parce que les récits de souffrances vécues leur procuraient une impression de déjà vu et de déjà entendu. Sans que cela soit un reproche, force est de constater que le tout devint hybride, mélangeant recherche historique et témoignages. Les changements politiques dans les pays de l'ex-bloc de l'Est ont aussi conduit à cette situation (on serait tenté de dire enfin), en ce sens que les forçats 'normaux', c'est-à-dire non-politiques, purent prendre la parole. Inutile de préciser que le problème des dédommagements fut souvent soulevé.

Suscita surtout notre intérêt la collaboration des groupes de travail locaux, les *Geschichtswerkstätte*, où des historiens et des amateurs travaillent ensemble afin de connaître et de comprendre le passé de leur village ou de leur district. Ce n'est pas une mission facile dans une Allema-

gne réunifiée, héritière de son passé nazi et de la DDR. Ces *Werkstätten* ont apporté des contributions concernant les *Lager: Baupläne, Standorte, Auftraggeber*, émanant de l'architecte **R. Kubatzki**, et *Betriebsarchive, Berliner Quellen*, de **G. Wenzel**. Le professeur **W. Wipperman** (*Freie Universität Berlin*) évoqua, quant à lui, l'*Arbeitserziehungslager Wuhlheide*.

La part du lion fut consacrée au récit des péripéties des Néerlandais. **Mechteld Althausen** s'exprima plus particulièrement à propos du *Niederländische Zwangsarbeiter in Berlin*, **Rimco Spanjer** des *Niederländischsprachigen Zeitungen* et **Albert Oosthoek** du *Rotterdammer Arbeiter in Kassel*. Dans sa contribution relative au *Flämische Zwangsarbeiter in Deutschland*, **Wim Meyers** mit en lumière les tentatives de Degrelle et de la *Vlaamsche Landsleiding*, d'influencer politiquement les ouvriers flamands et wallons après la libération de la Belgique, et cela avec l'appui de la *Germanische Leitstelle (SS)*, du *Deutsches Arbeitsfront (DAF)* et du *Reichsministerium für Volksaufklärung und Propaganda*. **Dorothea van der Linden** présenta son étude du langage imagé des monuments consacrés aux travailleurs "forcés", **Jan Fernhout** étudia la problématique des prisonniers de guerre néerlandais tandis que **G. Van Wijk** se consacra aux mésaventures des étudiants néerlandais déportés. **Helene de Muij-Fleurke** présenta ensuite une contribution relative au *Konsul Millenaar im Einsatz für die Niederländer in Berlin*. Le consul en question put, en prenant de grands risques et sous la protection de la Légation de Suède, aider au mieux pendant toute la guerre les Néerlandais vivant en Allemagne et surtout à Berlin.

Wim Meyers

Sur le front des archives

L'Allemagne et la France

De très nombreux documents relatifs à la Belgique avant, durant et après la Seconde Guerre mondiale sont bien sûr conservés dans les archives allemandes et, en l'occurrence, au *Bundesarchiv*, l'institution-soeur des Archives générales du Royaume. Nombre de ces documents se trouvent également au Centre sous forme de microfilms ou de photocopies. Après l'unification allemande, la réorganisation (intégration des archives centrales de la RDA) et la relocalisation des *Bundesarchiv* se sont poursuivies. Ces opérations se sont terminées début 1996. L'ensemble comprend trois grandes sections. Les *Abteilungen Koblenz* conservent les archives des partis et institutions officielles de la République fédérale et de l'ancien *Reich* (période impériale, Weimar et le III^e *Reich*), ces dernières étant partagées avec Potsdam (voir ci-dessous). L'*Aussenstelle Aachen-Kornelimünster* de Coblenz, appelée également *Zentralnachweisstelle*, comprend des dossiers personnels de militaires de la *Wehrmacht* et de la *Waffen-SS*.

Les nouvelles *Abteilungen Potsdam* conservent les archives des partis et institutions officielles de la RDA et de l'ancien *Reich*. L'*Aussenstelle Berlin-Zehlendorf* de Potsdam - l'ancien *Berlin Document Center* géré par les Américains - comprend les dossiers personnels des membres du *NSDAP* et des organisations apparentées (dont également la *SS*). L'*Abteilung Militärarchiv* (Freiburg) est compétente pour toutes les archives

militaires à partir de 1867 (*Reichswehr*, *Wehrmacht* et *Waffen-SS*) jusqu'à nos jours, y compris en ce qui concerne la RDA. Enfin, il convient de signaler que les documentaires et les films ainsi que la documentation y afférant sont conservés à l'*Abteilung Filmarchiv* (Berlin).

Il est évidemment possible d'en savoir plus à ce propos au Centre. Pour tout qui veut se rendre directement sur place, il convient de prendre contact avec les *Bundesarchiv Abt. Potsdam*, Abteilung III, Tizianstr. 13, 14467 Potsdam (à partir de fin 1996: Finckensteinallee 63, 12205 Berlin).

Tous ceux qui sont intéressés par les archives étrangères doivent savoir que de nouveaux instruments de travail sont parus récemment. Pour en connaître davantage sur les archives allemandes de la période 1933-1945, il convient de consulter deux publications de l'*Institut für Zeitgeschichte* (voir aussi plus loin dans ce numéro). Il s'agit de la publication en deux volumes d'**Heinz Boberach** intitulée *Inventar archivalischer Quellen des NS-Staates. Die Überlieferung von Behörden und Einrichtungen des Reichs, der Länder und der NSDAP* (Munich/Londres, KG Saur, 1991 et 1995). Le premier volume concerne les organisations et institutions nazies telles que documentées dans les fonds d'archives d'Allemagne occidentale et à Berlin; le second volume a trait aux archives d'Allemagne orientale et des territoires anciennement annexés

au Reich (la Pologne, l'Autriche et la Tchéquie).

Alors que Boberach a articulé son inventaire sur base des organisations et institutions historiques, en France, on a opté pour une approche différente. **Brigitte Blanc**, **Henry Rouso** (directeur de l'IHTP) et **Chantal Bonazzi** se sont en effet basés sur l'organisation actuelle des archives dans leur ouvrage *La seconde guerre mondiale. Guide des sources*

conservées en France, 1939-1945 (Paris, Archives nationales, 1994). Ces deux sommes peuvent bien sûr être consultées dans notre salle de lecture.

Et chez nous, qu'en est-il ? Il n'existe pas d'instrument similaire jusqu'à présent. C'est pour combler cette lacune que nous avons envisagé la parution d'un guide succinct sur les archives relatives à la Seconde Guerre mondiale en Belgique (voir *supra* dans ce numéro).

Dirk Martin

Moscou

Depuis quelques mois, et ce grâce à un des voyages à Moscou en quête d'archives, le Centre dispose d'un fichier informatisé des Belges internés en Union Soviétique pendant et à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Il ne s'agit néanmoins que de fiches. Celles-ci renvoient à des dossiers qui reposent dans les archives russes. Nous communiquons les données reprises sur les fiches à la demande des familles. Via l'ambassade russe, celles-ci peuvent alors éventuellement demander de consulter ou de faire photocopier le dossier.

Cette problématique était et est bien entendu surtout d'actualité en Allemagne et en Autriche. Ainsi **Stefan Karner** de l'*Institut Boltzmann für Kriegsfolgen-Forschung* (institut autrichien pour la recherche sur les suites de la guerre) a récemment publié *Im Archipel GUPVI - Kriegsgefangenschaft und Internierung in der Sowjetunion 1941-56* (Vienne/

Munich, Oldenburg Verlag, 1995), conservé au Centre sous la cote BA 18683. Il y est brièvement fait mention de Belges. Les sources officielles russes font état de 2.014 internés belges dans les camps soviétiques. 1833 furent rapatriés, 177 moururent sur place et 4 étaient toujours détenus lors de l'abolition des dits camps en 1956. D'autres chiffres tout aussi officiels démontrent pourtant qu'il ne s'agit là que de la partie visible de l'iceberg. En effet, à la date du 1er mai 1947, 35.213 Belges, dont 1.224 prisonniers de guerre, avaient déjà été rapatriés par les Soviétiques.

Pour clore le chapitre Moscou, signalons que d'une nouvelle, mais courte mission dans la capitale russe, nous avons pu ramener en copie un intéressant dossier de la gendarmerie relatif aux meetings *Verdinaso* de 1938 à 1940 ainsi qu'une série de lettres adressées par les familles à des volontaires du Front de l'Est.

Dirk Martin - José Gotovitch

Les archives de l'Internationale communiste à Moscou

Quelques révélations sur la vie clandestine en Belgique occupée

Le 1er août 1943, au 129 rue Ten Bosch à Bruxelles, était abattu Eugène Fried, dit "Clément", délégué de l'Internationale communiste auprès du PCF depuis 1930, tuteur spirituel de Maurice Thorez et inventeur de la stratégie du Front populaire.

Replié en Belgique depuis 1939, à la tête de l'antenne de l'IC pour la France, il y était demeuré malgré la reconstitution à Paris de la direction française, sous la conduite de Duclos. Sa mort brutale survenait quelques semaines après la dissolution de l'Internationale communiste, qui l'avait fait passer du statut de semi-désœuvré à celui de "chômeur de luxe", selon ses propres paroles. Du moins telle était la conviction générale.

Les hypothèses les plus variées ont couru sur l'identité des auteurs de l'assassinat et beaucoup - on en était pas à un crime près - y virent la main de Staline supprimant ainsi un témoin/acteur gênant des errements de la période du pacte germano-soviétique. Le maintien en Belgique après juin 1941, une semi-disgrâce, ne confortait-il pas cette thèse ?

En 1983 cependant, sur base d'un dossier *SIPO-SD* retrouvé à Amsterdam, nous avons pu, Claude Coussement et moi-même, proposer une hypothèse réunissant de nombreux éléments de preuves¹. L'assassinat était l'oeuvre d'une équipe *SIPO-SD* exploitant les aveux d'un technicien hollandais arrêté à Berlin. Ce dernier avait installé en 1941 un émetteur pour Fried à Bruxelles. Un hasard, sans véritable signification politique: la conviction existait alors que la liaison active avec Moscou reposait tout entière entre les mains du délégué de l'IC auprès du parti belge, le Hongrois Andor Berei.

En 1993, j'ai eu la possibilité d'accéder aux télégrammes chiffrés échangés entre Bruxelles et Moscou reposant dans les archives de l'Internationale communiste à Moscou². Ils m'offrirent un plaisir rare pour un historien: découvrir une vision aussi totalement inconnue qu'inattendue d'un sujet étudié et pouvoir corriger soi-même le tableau élaboré en l'absence des documents inaccessibles. Je puis à présent infléchir certaines perspectives de ma thèse, sans toutefois, nous le verrons, devoir mettre

¹ Claude COUSSEMENT & José GOTOVITCH, «Qui a tué Eugène Fried, dit Clément, délégué de l'Internationale communiste ?», in *Cahiers marxistes*, Bruxelles, n° 110, I.1983, p. 38-40.

² CENTRE RUSSE DE CONSERVATION ET D'ETUDE DES DOCUMENTS EN HISTOIRE CONTEMPORAINE (CRCEDHC), Fonds 495-184, n° 6-10.

en cause les fondements de celle-ci, au contraire ³.

Entre Bruxelles et Moscou, la correspondance télégraphique politique (à distinguer de celle relevant des noyaux multiples des services de renseignements soviétiques implantés en Europe occidentale, amalgamés commodément mais faussement sous le nom d'*Orchestre rouge* ⁴) a été intense.

Mais, de 1940 à 1943, l'interlocuteur bruxellois de "Paul", Georges Dimitrov, secrétaire général de l'IC, s'appelle "Charlotte", alias "Clément", de son vrai nom Eugène Fried !

C'est seulement le 22 mars 1942 que Fried informe par télégramme Dimitrov, de la présence à Bruxelles, depuis août 1940, de Berei et de son travail avec la direction belge. Plus clairement encore, les télégrammes établissent que Fried est bien depuis 1940 le centre d'un réseau politique qui englobe tant la France, le Grand Duché de Luxembourg que la Belgique. Il se tient en étroite liaison avec Amsterdam où Daan Goulooze assure une part importante des liaisons de l'appareil communiste allemand avec Moscou.

De cette découverte, plus précisément de la continuité du travail de Fried jusqu'en 1943, en résultent d'autres. C'est par son canal que Moscou interroge la réalité belge, c'est lui qui transmet les réponses. Ici, nouvelle surprise qui vient cependant conforter mon hypothèse sur l'importance du laboratoire belge dans l'élaboration de la politique de l'IC: Moscou réclame un

maximum de renseignements sur l'activité résistante en Belgique, l'IC presse "Clément" de transmettre la position du PC belge sur la dissolution de l'IC, là où l'on pouvait croire à une simple formalité. Et, effectivement, des réticences s'expriment au plus haut niveau de la direction belge, mais aussi chez des sympathisants (télégramme du 15 juillet 1943). Entre novembre 1942 et mai 1943, pas moins de 50 télégrammes, parfois très longs, décrivent les grèves, les sabotages et attentats divers. "Clément" transmet intégralement la protestation des évêques contre l'enlèvement des cloches (télégramme du 12 avril 1943). Ainsi cette préoccupation de Moscou, cette attention portée aux positions des partis et à l'action dans les pays occupés, malgré les dangers évidents de pareilles transmissions, permet de réajuster quelque peu le rapport périphérie-centre. Occasionnellement, le NKVD qui domine désormais tous les services spéciaux soviétiques, fait appel à Dimitrov en soutien ou en repêchage de ses gens. On perçoit derrière ces appels ponctuels, les soubresauts des arrestations frappant l'*Orchestre rouge*.

Pour la logistique du réseau politique, les Belges jouent également un jeu qui paraît essentiel. C'est "Clément" qui informe Moscou de la casse intervenue à partir de mai 1943 à la direction du parti belge. Mais il souligne que cette casse fragilise terriblement sa propre situation. A partir de juillet, il lance de véritables appels au secours. Le désastre belge s'est produit, écrit-il justement, au départ de l'appareil Logements ⁵, ce qui lui occasionne de grosses difficultés. Il demande d'être "ex-

³ José GOTOVITCH, *Du Rouge au Tricolore. Les communistes belges de 1939 à 1944. Un aspect de l'histoire de la Résistance en Belgique*, Bruxelles, Labor (avec l'appui de la Fondation Francqui), 1992, 610 p.

⁴ Hans COPPI, «Die 'Rote Kapelle' im Spannungsfeld von Widerstand und Nachrichtendienstlicher Tätigkeit», in *Vierteljahrshäfte für Zeitgeschichte*, 1996 (XLIV) n°3, p.431-458.

⁵ Cfr «La razzia de juillet 1943», in J. GOTOVITCH, *op.cit.*, p. 294 et suiv.

filtré” en France, même s’il croit encore à cette date ne pas être directement menacé, vu l’isolement du PCB (télégramme du 24 juillet 1943). Quelques jours plus tard, il change d’avis: dans l’avant-dernier télégramme parvenu à Moscou, daté du 8 août 1943, “Charlotte” signale à “Paul”, en allemand, que pour éviter la destruction complète de la direction belge, on a coupé les relations entre les restes de cette direction et la base et l’on reconstruit une direction parallèle. Cela signifie pour lui un changement total d’appareil, de nouveaux logements et surtout, écrit-il, «je ne peux rien entreprendre par manque de moyens, l’arrestation de l’avocat Fonteyne ayant causé la perte de mes dernières ressources ...». Seuls 200 dollars mensuels lui sont assurés par les Français et ses revenus de nature commerciale sont devenus inconsistants. Il a donc demandé 2000 dollars à “Yves” (Jacques Duclos).

Ainsi donc un lien très fort existe entre l’anéantissement presque total de la direction belge et la mort de Fried. Ainsi grandit encore la place occupée par Jean Fonteyne au coeur du réseau logistique de l’IC en France comme en Belgique. Ce réseau dont les racines plongeaient du côté d’Anvers, avait-il consenti à dire; elles avaient été liées à la liquidation de la compagnie France Navigation, avait ajouté son beau-frère. Mais l’avocat communiste bruxellois, dont le nom est associé aussi bien à la réalisation du film *Borinage* qu’à la création du CVIA, com-

me au passage de Thorez vers Moscou, est mort en 1974 sans avoir accepté de se délier du secret de Parti... Aujourd’hui, il n’y a pas de dossier Jean Fonteyne dans les archives de l’Internationale communiste à Moscou, du moins dans les séries belges. D’autres dossiers nous livreront sans doute les morceaux manquants du puzzle.

Pour en revenir à 1943, et à Fried et Berei, un télégramme ultérieur de Duclos lève un coin du voile: le 4 novembre 1943, il donne à Moscou des nouvelles de Belgique. Le PCB a réorganisé la direction des PA.... «Le collègue de “Clément” s’emploie à rétablir la liaison avec vous avec un troisième opérateur de réserve, le second ayant été arrêté à la même période où “Clément” a été tué par la *Gestapo*. Rien n’a été rendu public par les amis belges de l’assassinat de “Clément” dont la *Gestapo* ne connaît pas la véritable identité...».

Ajoutons que l’enquête menée dès septembre 1943, sous l’autorité de Andor Berei, rassembla bien des éléments intéressants sur l’environnement de “Clément”, évoqua la piste hollandaise, mais ne résolut pas le mystère ⁶. Et dès septembre 1944, une grande chape de silence recouvrit l’activité comme la mort de ces hommes de Moscou...peu compatibles avec les drapeaux tricolores, arborés alors tant en France qu’en Belgique ⁷.

José Gotovitch

⁶ Interview et dossier de Lucienne Bouffieux (Arch. Pers. A.)

⁷ La grande biographie de Fried à laquelle travaillait Annie Kriegel au moment de son décès, en collaboration avec Stéphane Courtois, paraîtra dans les prochaines semaines. Elle constituera à n’en pas douter une somme. L’aggravation finale de la maladie d’Annie Kriegel annula le rendez-vous qu’elle m’avait fixé pour la conduire sur les lieux de vie et de mort de “Clément” à Bruxelles. Elle annonçait fièrement avoir pratiquement terminé les chapitres de son ressort. Ces quelques lignes consacrées à Fried se voudraient être un hommage rendu à une grande historienne qui ne ménagea pas son appui à un alors “jeune” chercheur qui se démarquait d’elle à presque tous les autres points de vue.

L'«Institut für Zeitgeschichte»

Création, missions et structure

L'*Institut für Zeitgeschichte* (Institut d'Histoire contemporaine) a été créé en 1950. A la base, on retrouve l'aspiration à une recherche scientifique rigoureuse portant sur le national-socialisme et ses prémisses pour mieux comprendre la catastrophe de la période hitlérienne.

L'*IfZ* a pour mission de prévenir les rétrécissements idéologiques de la conscience historique par le biais d'une interprétation scientifique rapide et la présentation d'un bilan du passé proche. Du fait de l'éloignement croissant par rapport à 1945, il s'est également vu contraint d'intégrer dans ses activités de recherche l'occupation de l'Allemagne et la mise en place de deux Etats allemands en 1949.

Pour lui permettre d'approfondir ces recherches, l'Institut dispose aussi de filiales à Bonn (responsable: **Rainer Blasius**) et à Berlin (responsable: **Hartmut Mehringer**).

La *Stiftung zur wissenschaftlichen Erforschung der Zeitgeschichte* (Fondation pour la Recherche scientifique en Histoire contemporaine) gère l'*IfZ*. Sur le plan juridique, il s'agit d'une fondation publique de droit civil. Le conseil de fondation, le président de ce conseil, la commission scientifique consultative et le directeur en constituent les organes

constitutifs. Au sein du conseil siègent non seulement le gouvernement fédéral (le ministère fédéral du Développement, des Sciences, de la Recherche et de la Technologie, les ministères fédéraux de l'Intérieur et des Affaires étrangères) mais aussi les *Länder* de Bavière, du Bade-Würtemberg, de Hesse, du Nord-Westphalie et de Basse-Saxe.

La fondation a été étendue en 1993 à deux nouveaux *Länder*: le Brandebourg et la Saxe. La commission scientifique consultative est composée de 15 membres principalement issus du monde de l'histoire et des disciplines apparentées. Ils sont nommés pour une période de cinq ans. Le président des archives fédérales et le directeur-général des archives de l'Etat de Bavière sont membres permanents de la commission consultative.

Les missions permanentes de l'Institut sont financées par l'Etat fédéral et les *Länder* sur base de l'article 91b de la Constitution (la "liste bleue"). Depuis les années soixante, l'*Institut für Zeitgeschichte* coordonne également des projets ponctuels financés par des tiers. Ces projets se font en partie en collaboration avec d'autres institutions scientifiques afin d'optimiser les capacités de recherche et de documentation.

Les trois sections de l'IfZ: la recherche, la bibliothèque et les archives

Le département **Recherche** mène à bien des projets de recherche et d'édition scientifiques. Il rédige et fait paraître les publications de l'Institut. Enfin, il élabore des rapports scientifiques, principalement à l'attention de la justice et des autorités.

Tant pour l'histoire "ancienne" (jusqu'en 1945) que plus récente (après 1945), mentionnons les projets suivants: la reconstitution des dossiers du secrétariat du *NSDAP*; l'édition du journal personnel de Joseph Goebbels (1924-1945); la centralisation et l'édition des documents relatifs à Hitler (1905-1933); la publication de chiffres à propos des victimes juives du national-socialisme; la Bavière au cours de la période national-socialiste; le répertoire biographique de l'émigration allemande après 1933; les sources pour l'histoire de la résistance allemande contre la domination national-socialiste; des études comparatives entre l'histoire de la France et de l'Allemagne pour la période 1918-1933/40; la publication des documents sur les origines de la République fédérale allemande ainsi que de ceux relatifs à la politique étrangère de la République fédérale; la politique et la vie sociale dans la zone américaine (1945-1949) de même qu'en Bavière (1949-1973); l'Allemagne fédérale dans les relations internationales (1945-1955); les réparations des injustices nazies après 1945; la perception du passé national-socialiste dans les années 1950; enfin, l'histoire de la zone russe et de la RDA (surtout dans une perspective comparative de l'essence des dictatures).

L'IfZ dispose de cinq publications:

- les *Schriftenreihe der Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*,
- les *Quellen und Darstellungen zur Zeitgeschichte*,
- les *Studien zur Zeitgeschichte*,
- les *Texte und Materialien zur Zeitgeschichte*,
- les *Biographische Quellen zur Zeitgeschichte* et,
- depuis 1953, les *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, une revue historique de renom international.

La **bibliothèque** est dirigée par **Christoph Weisz**. Spécialisée en histoire contemporaine, elle compte environ 150.000 volumes et 320 revues courantes. Le champ d'investigation couvre principalement l'histoire du XXe siècle avec comme aspects privilégiés l'histoire de l'Allemagne après 1914 et celle des relations internationales. Depuis 1995, la bibliothèque est connectée informatiquement à celles de Bavière et veille tout particulièrement à faciliter l'accès à ses collections. C'est ainsi qu'ont été élaborés des catalogues différenciés (alphabétique, systématique, biographique et géographique). Ces catalogues ne mentionnent pas uniquement des publications indépendantes mais également des contributions à des revues ou des textes d'hommage ou issus d'ouvrages collectifs. Bibliothèque de référence avec consultation sur place, la bibliothèque de l'IfZ compte quelque 6.000 volumes en accès direct dans la salle de lecture, les autres pouvant être commandés. Elle est reliée au prêt inter-bibliothèques (cachet M352). Enfin, elle élabore une bibliographie annuelle de l'histoire contemporaine (*Bibliografie zur Zeitgeschichte*).

La section des **archives** est dirigée par **Werner Röder**. On y conserve des sources privées et officielles traitant d'histoire contemporaine (de la fin de la Première Guerre mondiale à nos jours). L'accès aux collections se fait par le biais d'inventaires et d'états des magasins. La création de collections de documents officiels, sur base de thèmes jugés pertinents, s'effectue de préférence via des microfiches ou des microfilms. Pour ces documents, l'accent est mis sur la période national-socialiste. Ces pièces sont complétées par des fonds originaux constitués de témoignages, de dossiers judiciaires, de documents imprimés émanant des autorités et surtout de l'administration du Parti. Pour la période postérieure à 1945, sont plutôt privilégiés les documents imprimés provenant d'organisations non-

gouvernementales et issus des milieux politiques, scientifiques, culturels, sociaux et autres.

Parallèlement à ces archives, l'on trouve également une importante collection de presse comprenant des quotidiens et des hebdomadaires supra-régionaux, des manuscrits (de type "mémoires") et de plus modestes écrits de circonstance. Pour le reste, l'attention est surtout portée sur la collection de pièces provenant des procès, notamment les pièces judiciaires des procès nationaux et internationaux à l'encontre de criminels nazis. Pour l'histoire de la période d'occupation (1945-1949), les documents filmés du gouvernement militaire américain en Allemagne sont particulièrement précieux.

Renseignements pratiques:

♦ **Adresse:**

Institut für Zeitgeschichte
Leonrodstrasse 46 B
D - 80636 München
Téléphone: 089/ 126.88-0; télécopie: 089/123 17 27

♦ **Responsables:**

Directeur: Horst Möller
Directeur f.f.: Ugo Wenst

♦ **Heures d'ouverture:**

* *Bibliothèque* (local 53) et *Archives* (local 54)

| | | |
|-------------------|------------|-------------|
| du lundi au jeudi | 8h30-12h30 | 13h30-16h30 |
| le vendredi | 8h30-12h00 | |

* *Catalogues et salle de lecture 1*

| | | |
|--|------------|-------------|
| Consultation générale des fonds de la bibliothèque et des documents d'archives | | |
| du lundi au jeudi | 8h30-12h30 | 13h30-16h30 |
| le vendredi | 8h30-12h00 | |

* *Salle de lecture 2*

Consultation des coupures de presse et de documents d'archives microfilmés
du lundi au jeudi 8h30-12h30 13h30-16h30
le vendredi 8h30-12h00

♦ **Localisation:**

L'Institut für Zeitgeschichte est accessible par transport en commun par
métro U-1: Rotkreuzplatz;
prendre le bus 33 ou le tram 12: Fasaneriestrasse; ou le tram 20 ou 21: Leonrodplatz.

* * *

